



LE LIVRE BLANC

*Les conférences ECO_2 par EDF,
parlons économie neutre en carbone.*

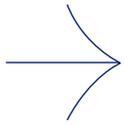
Parlons

Énergies



*Comment concilier
préservation de la
planète, bien-être
et développement ?*





SOMMAIRE

→	Préambule	4
	Le Livre Blanc, un terreau pour l'avenir	4
→	La tribune des Ice Makers	6
	À quel jeu jouons-nous ?	8
→	8 visions d'experts	14
	Repenser le vivant - Dominique Bourg	16
	La faim du monde - Jean-Marc Jancovici	20
	Le billet vert - Laurence Boone	24
	Chacun joue ses dés - Thomas Sterner	28
	Homo «Technologicus» - Adair Turner	32
	Moins de biens - Patrick Artus	36
	La richesse inclusive - Partha Dasgupta	40
	Une règle de 3 - Estelle Cantillon	44
→	Le regard des personnalités interpellées	48
	Clôture du cycle de conférences ECO₂ par EDF	
	Économie et politique : Laurent Fabius et Jean Tirole	50
	Les capitaines d'industries : Renault - Jean-Dominique Senard , Nexity - Véronique Bédague , EDF - Jean-Bernard Lévy	52
	L'invitée fil rouge : Cécile Renouard	52

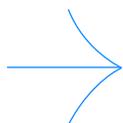


→	En coulisses, retour d'une expérience	54
	Annabelle Prin-Cojan - Directrice du cabinet Être et Avoir 56	Benjamin Bouchout - Ingénierie hydraulique EDF 59
	Pierre-Yves Gerus - Chargé RSE et environnement EDF 57	Myriam Paire-Valmy - Attachée de la Direction Marchés et Transformation EDF 60
	Margot Houtekier - Ingénierie nucléaire EDF 58	Alexis Treilhes - Président fondateur de Green Insiders, ancien analyste cycle de vie Michelin 61

→	Le point de vue d'EDF	62
	Alexandre Perra - Directeur exécutif du groupe EDF, Innovation, Responsabilité d'Entreprise et Stratégie 64	
	Carine de Boissezon - Directrice de la direction Impact chez EDF 66	

→	Les Ice Makers	68
---	-----------------------	-----------



P
R
É
A
M
B
U
L
E

Le Livre Blanc, un terreau pour l'avenir

Atteindre la neutralité carbone tout en conciliant préservation de la planète, bien-être et développement, c'est le fondement de la raison d'être adoptée par le groupe EDF en 2020. **Équation complexe à résoudre,** jugée impossible par certains et suscitant d'innombrables débats, confrontant champs d'expertise et faisant émerger des partisaneries de tous bords.

Expérimentant depuis quelques années des pratiques dites d'intelligence collective, justement pour résoudre des problèmes complexes, EDF a lancé une démarche inédite **pour mettre à plat l'état des connaissances à ce jour et tenter de faire émerger des pistes de solutions.**

Comment ? En proposant à **8 experts - reconnus chacun dans leur domaine par la communauté internationale - de livrer leur vision sur cette question** de conciliation des activités humaines et de préservation de la planète. Chaque mois, de juin 2021 à mars 2022, des experts de

plusieurs champs académiques, reconnus pour leurs travaux, ont tenté de répondre à la question à l'occasion de conférences-débats la plupart animées par Frédérique Bedos, en s'appuyant sur leurs recherches et l'état de l'art*.

Parmi l'auditoire, **un collectif de 65 volontaires issus d'une vingtaine d'organisations, entreprises, associations, ... , autobaptisés « les ice makers »**, en référence au symbole de la fonte des glaces, déterminés à inverser la vapeur chacun à leur niveau. Chaque conférence d'expert a été soigneusement décortiquée et décryptée par les ice makers, synthétisant les grands enseignements livrés par ces personnalités, faisant émerger leurs paradoxes, identifiant les obstacles à leurs propositions et mettant en lumière les questions soulevées par leurs idées. Pour y parvenir, les ice makers ont utilisé des méthodes d'intelligence collective innovantes, permettant de **dresser un panorama complet de la situation actuelle.**

Et enfin, le 22 mars 2022, ces **prises en perspective des ice makers ont été soumises à des capitaines d'industrie et personnalités du monde économique et politique** - Laurent Fabius (Président de la COP21 et Président du Conseil Constitutionnel), Jean Tirole

(Prix Nobel d'économie), Jean-Bernard Lévy (Président-directeur général du groupe EDF), Jean-Dominique Senard (Président du Conseil d'Administration de Renault Group), Véronique Bédague (Directrice Générale du groupe Nexity), Cécile Renouard

(Présidente, Campus de la Transition, et Professeure, Centre Sèvres et membre du Conseil de Parties Prenantes du groupe EDF) - pour recueillir leurs réactions et surtout les pistes d'actions possibles face à ce constat partagé.

“

Le Livre Blanc se veut un outil de partage du matériau recueilli au cours de cette démarche, un terreau pour l'avenir, afin que chacun puisse se nourrir des points de vue des uns et des autres et surtout se forger sa propre vision sur la question fondamentale qui se pose à nous aujourd'hui : comment concilier préservation de la planète, bien-être et développement ?

”

Parlons

Énergies



La direction des programmes d'intelligence collective, plus connue en interne EDF sous le nom de « Parlons Energies », met en dialogue les salariés de l'entreprise sur des problématiques liées à la stratégie ou l'optimisation des activités. Elle a également ouvert des dialogues avec l'externe auprès des citoyens mais aussi de publics spécifiques, comme c'est le cas avec les Ice Makers qui ont accompagné ECO₂. Créé en 2018, plus de 25 000 salariés de l'entreprise et près de 4 000 citoyens sont intervenus dans des opérations Parlons Energies.

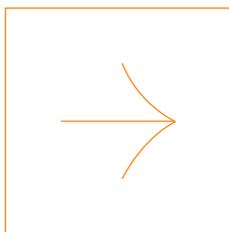


* Les 8 conférences sont disponibles en replay sur la chaîne YouTube d'EDF : Conférences ECO₂ par EDF

LA TRIBUNE DES ICE MAKERS







À QUEL JEU JOUONS-NOUS ?

→ Histoire d'un jeu

Un mode de vie a minima acceptable et confortable est-il conciliable avec une protection de l'intégrité de la planète ? Cette question, c'est donc celle d'une stratégie de (ré)conciliation entre préservation de la planète, bien-être et développement.

Autrement formulé, sommes-nous capables de concilier :

- une dynamique climatique qui restera favorable au vivant et sa diversité tels que nous les connaissons (*préservation de la planète*).

- une civilisation qui ne régresse pas et continue à améliorer son mode de vie (*bien-être*).

- une civilisation qui progresse et permet à chacun de bénéficier de ses progrès (*développement*).

... *Et si oui comment ?*

La question est vaste, les approches multiples et les enjeux ... fondamentaux pour nous et la planète. Nous devons embrasser toute la diversité et la complémentarité des angles pour aborder cette question. Pour y parvenir, EDF choisit d'inviter aussi bien Jean-Marc Jancovici, que Laurence Boone, Dominique

Bourg ou encore Thomas Sterner et bien d'autres à s'exprimer lors d'un cycle de conférences ouvert. Des sciences physiques et chimiques à la macroéconomie, en passant par la philosophie ou encore l'économie environnementale ou l'équation politique, ce jeu multi-joueurs de (ré)conciliation entre préservation de la planète, bien-être et développement s'offre à l'auditeur sous des angles éclairants. Mais au-delà même de partager une diversité de perspectives et de connaissances pour se forger une lecture éclairée de la situation, EDF organise un exercice d'intelligence collective pour accompagner ce cycle. *De l'intelligence collective ? En quoi est-ce utile ? Et pour produire quoi ? Avec qui ?*

65 volontaires issus pour moitié de tous les métiers d'EDF et pour moitié d'autres sphères (secteur public, secteur privé, secteur associatif et culturel) se sont engagés à suivre

ces conférences et à les analyser. Ils se sont baptisés les « ice makers » car tous engagés sur ces questions climatiques. *Qu'ont-ils retenu de ces conférences ? Quels sont les paradoxes qu'ils ont observés ? les obstacles qu'ils ont identifiés ? les questions fondamentales qu'il reste à traiter ?*

Fort de ces expériences multiples, de l'indépendance d'esprit de chacun, le défi devenait possible : s'approprier un matériau dense et de qualité pour tenter de mieux cerner la problématique, les paradoxes à lever, les questions fondamentales à prendre en compte, les obstacles à anticiper, les leviers possibles. C'est à travers ce support, lui aussi ouvert, que toute cette matière est partagée, distribuée, diffusée le plus largement possible.

→ Les paradoxes

Nous voyons clairement la nature multi-joueurs de la problématique au sens où chacun répond à ses enjeux à son échelle et doit contribuer à une partie dont l'enjeu est aussi collectif :

- **Concilier le sens collectif et les intérêts individuels.** Chacun voudrait sortir gagnant là où tout le monde pourrait sortir perdant sans stratégie collective.

- On ne peut pas **demander à un système politique qui ne change pas d'amorcer une transformation.**

- Si la prise de conscience est élevée, **la vision et la compréhension des enjeux restent faibles.** Il y a un décalage évident entre les enjeux et les actes, les mesures prises et les mesures que la situation devrait imposer de prendre.

- **Les externalités propres à tout projet, positives comme négatives, sont difficiles à chiffrer.** Bien que non négligeables, elles s'en trouvent de fait négligées.



→ Les obstacles

Le premier d'entre eux est directement en lien avec le paradoxe d'un mouvement individuel et collectif : **l'iniquité des situations de départ.**

Pays riches, pays émergents et pays pauvres doivent tous œuvrer dans le même sens en étant inter-dépendants de leurs échanges de matières premières, de biens et de services tout en permettant à chacun d'atteindre ses objectifs de développement propres. Cette lecture est transposable à une échelle individuelle par ailleurs. Dans une logique de concurrence plutôt que de coopération, quels leviers pourraient inciter une entreprise à revoir ses critères de performances si aucun de ses concurrents n'agit dans le même sens ? Sur un plan individuel, dans une logique de réussite sociale par le niveau de consommation possible plutôt que par l'investissement collectif, quels critères motiveraient à investir dans un nouveau schéma de société si aucun autre n'agit dans le même sens ? La régulation permettrait d'agir dans cette direction. Par exemple, une régulation internationale telle que le prix du carbone œuvrerait pour lever ce type d'obstacle.

Un second obstacle dans ce jeu de sobriété multi-joueurs repose sur **les différentes échelles de temps.**

Le temps court prend le pas sur le temps long dans l'élaboration d'une stratégie. Beaucoup d'indicateurs utilisés pour penser une stratégie, le PIB étant le plus symbolique d'entre eux, sont des indicateurs de temps court économique là où la problématique relève du temps long du vivant. Les investissements à mener dès aujourd'hui auront un impact dans plusieurs années voire décennies. Si le souhait dans un futur proche est de faire que nos modes de vie ne se dégradent pas, certains investissements nécessaires vont pourtant en premier lieu détruire pour reconstruire : de nouvelles filières de compétences, du nouveau patrimoine industriel, de nouveaux types d'habitation, de nouvelles organisations de société, ...

Le troisième obstacle que nous voyons se mettre en place provient du couplage des 2 premiers : **la peur de perdre dans le changement.**

Si l'enjeu individuel doit être dépriorisé devant l'enjeu collectif, est-ce pour y perdre ou y gagner ? Nous voulons concilier préservation de la planète, bien-être et développement sans régression, en tout cas majeure. Quels sont dans ce cas les renoncements acceptables ou mineurs ? Pouvons-nous accepter l'idée de ne pas faire plus ou mieux ou de faire avec sobriété ? La disparité des échelles de temps et les diversités des situations de départ semblent plutôt nous pousser à privilégier la préservation de court terme de proche en proche pour ne pas y perdre de trop individuellement. Ainsi faisant, nous nous éloignons progressivement des meilleurs moments pour déclencher des investissements positifs à moyen ou long terme.

Ces 3 obstacles nous amènent à soulever de nombreuses questions qu'il semble falloir considérer pour établir une stratégie collective et individuelle soutenable sur le temps long et viable sur le temps court, de proche en proche, un pas après l'autre.

→ Les questions fondamentales

Toutes les interventions du cycle de conférences ECO₂ imaginé par EDF que nous avons pu suivre montrent donc que la connaissance de la situation, de ses causes et de son évolution est bien documentée. Les leviers d'actions possibles sont eux aussi clairs. Ils se heurtent cependant à ces 3 grands obstacles (l'iniquité des situations de départ, les différentes échelles de temps et la peur de perdre dans le changement.)

Au sein des Ice makers, ces obstacles font évidemment écho étant donnée la diversité de nos profils et situations. Dans cette diversité, nous voyons également émerger des questions lorsque nous considérons avec plus d'attention ces obstacles et paradoxes. 3 questions nous apparaissent fondamentales à la lumière des 9 conférences que nous avons déjà suivies.

Comment faire agir ?

Il y a une distorsion entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif qui favorise le premier au détriment du second. Cette distorsion est renforcée par la difficulté à envisager et mettre en action une stratégie dans toutes ses dimensions de temps : temps court vs temps long. Quelle en est la conséquence ? À court terme, nous percevons plus de pertes que de gains. Quels seraient les leviers de motivation actionnables pour inverser cette tendance ? Qu'est-ce qui serait de nature à nous faire percevoir des valeurs de gains supérieures à celles des pertes liées au changement ? Devons-nous repenser la notion de croissance ? Continuer à en faire un pivot de notre développement ?

Comment concilier ?

Toutes les visions d'un futur souhaitable, a minima acceptable, semblent partager une hypothèse de conciliation de la préservation de la planète avec celle du bien-être et du développement. Dans ce mouvement, nous devons également relever le défi de concilier les enjeux individuels et collectifs. La régulation est-elle un levier d'amorçage de la conciliation en introduisant l'obligation de considérer certains facteurs ? La mise en place d'un coût de la tonne de carbone en est un exemple. Quels pourraient être des leviers de motivation incitant à orienter l'épargne et l'investissement vers des outils de transition énergétique ? Comment permettre à chacun de motiver l'intégration dans ses objectifs individuels des actions de bénéfices collectifs ?

Comment coopérer ?

Pour préserver la glace, nous, Ice makers, avons perçu la dimension multi-joueurs de la problématique qui se présente à nous. Les connaissances partagées durant le cycle de conférences nous ont montré à quel point tout joueur souhaitant participer trouverait inacceptable de sortir perdant du jeu. Chaque joueur démarre avec des bonus et des handicaps : moyens financiers, matières premières, compétences, ... Chaque joueur cherchera à maximiser ses bonus et réduire, voire annuler, ses handicaps. Comment dans ce cas mettre en place une stratégie de jeu avec un objectif commun acceptable et accepté ? Les outils de la coopération doivent-ils dépasser les leviers économiques ? La sobriété est-elle perçue comme un atout ou un handicap dans cette stratégie ? En quoi ?





Au bout du compte

À quel jeu jouons-nous ? Un jeu de sobriété multi-joueurs.



Le cycle de conférences ECO₂ par EDF nous a permis de voir que le terrain de jeu, les joueurs et les cartes du jeu sont bien connus, que des leviers économiques, technologiques ou politiques existent et que notre plus grand défi est d'amorcer une partie collective avec un objectif de jeu commun. En sommes-nous capables ? « Nous ne savons pas, nous n'avons jamais réellement essayé jusqu'à maintenant. » Cette réponse est celle de Thomas Sterner, économiste, chercheur et fondateur de l'unité de recherche pour l'économie environnementale à l'université de Göteborg, en Suède. Alors nous, les Ice makers, les Alumni for the Planet, les Rhizome, nous allons essayer, un pas après l'autre, collectivement.

8 visions d'experts

DÉCRYPTÉES PAR LES ICE MAKERS





Repenser par le vivant

→ Dominique Bourg

Dominique Bourg est un philosophe spécialisé sur les questions environnementales. Professeur honoraire de l'université de Lausanne.



Cliquez pour découvrir la conférence de Dominique Bourg

→ Ce que l'on retient : le matériau livré

Selon Dominique Bourg, il est illusoire de penser que la civilisation humaine telle que nous la connaissons, avec ses modes de pensées et ses modes de consommation, puisse être préservée en l'état. **Nous devons opérer une transformation radicale de la manière dont nous pensons nos sociétés, nos économies et nos techniques ainsi que leurs relations avec le vivant et la biosphère.**

Nos sociétés modernes ont considéré la nature comme un objet scientifique rationnel que l'on peut maîtriser. Les conséquences directes de ce modèle, à savoir l'abstraction que l'être humain a développée vis-à-vis de la biosphère et du vivant et la croyance en une accumulation infinie des richesses, constituent aujourd'hui le fondement de notre pacte démocratique. Or, nous constatons bien que ce modèle n'est aujourd'hui plus tenable, il faut donc transformer ce pacte et faire émerger des alternatives soutenables pour chacun de ces aspects.

Le philosophe souligne qu'**on ne peut pas uniquement chercher des solutions techniques. Il s'agit d'une transformation culturelle et professionnelle**, notamment dans la conception du métier d'ingénieur. Il est impératif d'élargir

leurs enseignements, afin d'intégrer des notions de vivant, de philosophie ou d'anthropologie dans leur manière de concevoir la complexité des techniques.

Il faut **sortir d'une spiritualité du consumérisme pour rechercher d'autres formes de spiritualité, comme la sobriété ou le confort de vie.** De la même manière, il faut cesser de rechercher la croissance à tout prix. Sans rentrer pour autant dans une approche dogmatique de la décroissance, il faut privilégier la croissance sous certaines conditions : activités culturelles, sanitaires, respectueuses du vivant etc. En somme, il est nécessaire de rechercher un optimum, entre économie, respect du vivant et bien être. Cette recherche ne sera pas simple et nécessite de transformer notre conception de la liberté.

Nous devons passer d'une conception infantile de la liberté, où toute entrave est considérée comme contradictoire avec ma liberté, à une conception plus responsable, où la cité et la biosphère mesurent notre liberté, à travers des choix collectifs et la loi.

La crise sanitaire Covid nous a montré plusieurs limites à notre modèle actuel : la fragilité de nos sociétés démocratiques, les conditions préalables nécessaires pour déployer de l'intelligence collective, à savoir une bonne information et une réflexion ouverte et enfin qu'il n'existe jamais de solutions techniques miracles pour résoudre nos difficultés. Nous avons vu au contraire l'importance du lien social, des infrastructures publiques ou la nature des « biens communs à tous les peuples » comme la santé.

“

Sortir d'une spiritualité du consumérisme pour rechercher d'autres formes de spiritualité, comme la sobriété ou le confort de vie.

”



Le regard des ice makers sur la vision de *Dominique Bourg*

Pour les ice makers, bien qu'il nous mette en garde contre un modèle de société productiviste qui menace la préservation de la planète et plaide pour une vraie transformation, Dominique Bourg ne s'oppose pas fondamentalement au principe de développement des sociétés occidentales et encourage la poursuite du « pro-

grès », s'appuyant en partie sur des solutions techniques et une culture de l'ingénierie verte. De plus, conduire un véritable projet de restructuration de nos sociétés nécessite un narratif collectif fort qui risque de se heurter à de nombreux obstacles : culture individualiste, éco-attentisme ou encore non-alignement des intérêts

particuliers et collectifs. Autant de questionnements sur la manière d'envisager collectivement la reconstruction de notre contrat social et en préciser les nouveaux paradigmes.

→ Les paradoxes identifiables dans son discours

Techno-solutionnisme : Une volonté de toujours faire plus de technologies « efficaces » mais qui nécessitent des ressources, ce qui impacte la planète et la biodiversité.

Difficulté d'opérer la transition : La transition écologique demande d'aller vers une réflexion « on pourrait mieux/bien avec moins ». Or, cette réflexion est à contrecourant de nos modes de vie, en particulier dans nos sociétés occidentales. Cela pourrait générer de la frustration voire de la colère.

Refus des concessions : Une volonté de « gagner sur tous les tableaux ». La croissance du PIB reste corrélée à la croissance des pressions environnementales, il semble paradoxal de maintenir une croissance matérialiste tout en souhaitant construire une civilisation soutenable.

Notion de « progrès » : Son usage est-il encore pertinent lorsqu'on sait que l'ensemble des « progrès » du XXI^e siècle ont été accompagnés de dommages environnementaux qui mettent aujourd'hui en péril les civilisations humaines ?

Rôle des plus riches : L'urgence impose aux plus riches d'être les plus actifs dans la transition, car ils vont devoir soutenir l'effort des plus démunis, transformer leur mode de vie insoutenable pour la planète. On attend beaucoup d'eux alors que ce sont ceux qui ont le plus à perdre dans cette situation.

→ Les obstacles à la proposition

Biodiversité : Les moyens de production, même si «neutres en carbone» ne sont pas «sans impact» sur la biodiversité (installation au sol, artificialisation des sols, captation eau, réchauffement eau).

Des contraintes désirables :

Pour construire une civilisation durable pour elle-même et pour le non-humain au vu des limites planétaires, il faut accepter collectivement de s'imposer des contraintes fortes notamment en matière de redistribution dans le but de créer un projet de société désirable.

Individualisme : L'individualisme peut conduire à ne considérer que notre propre mode de vie et que les risques qui nous touchent directement. Cela représente des obstacles à l'échelle de l'individu, de sa société et de son espèce animale.

Pédagogie du problème :

En amont de toute autre démarche, il y a un premier obstacle à lever. C'est le partage du constat. Sans compréhension partagée par le plus grand nombre du consensus scientifique, il est peu probable que les autres obstacles soient levés.

Changement du narratif :

Un obstacle évident est celui de concilier l'amélioration du bien-être et une baisse durable du pouvoir d'achat. Le narratif du bien-être associé à l'accumulation de biens matériels doit changer. Le changement de narratif est un obstacle à ne pas sous-estimer. Sans un nouveau narratif, une perte de confiance en l'avenir est à craindre, faute de lisibilité, faute de sens.

Alignement d'intérêts

contradictaires : Difficulté à aligner les intérêts individuels et collectifs à une échelle individuelle ou au niveau des nations.

→ Questions soulevées

Définition des termes :

Que mettre dans le terme de progrès ?

Biodiversité et CO2 : La lutte contre le CO2 en l'état est-elle néfaste pour la biodiversité ?

Effort des plus riches : Comment mettre en action ceux qui ont le plus à perdre ?

Définir les besoins : Quels sont nos besoins communs (santé, éducation, égalité, inclusion, etc...) ?

Projet de société : Comment redéfinir un cadre de valeurs sociétales, collectives, admises par tous, pour décliner des choix politiques, économiques et aussi individuels, socle pour bâtir un nouveau récit de société ? Ce cadre : ce serait la définition du progrès.

Définir les seuils : Sur chaque besoin reconnu comme étant commun, quel serait le niveau minimum (plancher social) et comment définir un niveau maximum (plafond écologique) ? Nouveau pacte social.

Changement culturel : Dans quelle mesure un changement de culture (par exemple interdiction de la publicité), ne permettrait pas de faciliter l'acceptation des transitions à venir ?

La faim du monde

→ Jean-Marc Jancovici

Jean-Marc Jancovici est un ingénieur, enseignant à l'école Mines ParisTech. Associé fondateur de Carbone 4 et président fondateur du think-tank The Shift Project, traitant de la question de la décarbonation de l'économie.



Cliquez pour découvrir la conférence
de Jean-Marc Jancovici

→ Ce que l'on retient : le matériau livré

Jean-Marc Jancovici défend l'idée de la décroissance économique comme seul moyen d'éviter un effondrement de nos civilisations. Selon lui, nous ne pouvons pas atteindre la neutralité carbone et préserver les ressources naturelles tout en continuant à viser un taux de croissance positif. **D'après le rapport Meadows, toute forme d'augmentation de la production, même avec des énergies « vertes », nous amènerait inexorablement à un instant vers 2050-2100 où le système s'effondre sur lui-même.**

Sa thèse s'appuie sur l'idée que notre économie s'est construite avec l'idée que les ressources étaient infinies et à disposition. Nous avons utilisé certaines de ces ressources pour produire de l'énergie et ainsi augmenter notre productivité. Notre croissance repose donc essentiellement sur l'énergie, or celle-ci est, et a toujours été, malgré les innovations technologiques, majoritairement fossile et très polluante. Il y a donc une incompatibilité qui apparaît, dû à une limite sur les énergies.

La croissance verte est en soi un oxymore puisque même si l'on parvenait à décarboner nos énergies, il resterait la question du stock disponible de ressources naturelles, qu'elles soient

destinées à la production d'énergie ou directement à la consommation, comme la nourriture ou l'eau par exemple.

Il faut sortir d'un débat purement économique et parler de sobriété. Selon Jean-Marc Jancovici, une large partie de la population soutient déjà l'idée de la décroissance. Il souhaite donc l'organisation de véritables débats publics sur le sujet afin de permettre une prise de conscience des acteurs politiques et la mise en place d'une réglementation contraignante. Il privilégie des politiques fortes, incluant des volets de financement et de formation, plutôt que des mesures incitatives comme la taxe carbone.

Le processus de décroissance a en réalité déjà commencé. D'une part car les pics de production de la plupart des gisements d'énergies fossiles ont déjà été atteints, et d'autre part car la croissance est aujourd'hui artificielle, ne se basant que sur des actifs fictifs ou déjà existants. Cependant, les mesures ne sont actuellement pas suffisamment rapides au regard de l'urgence climatique.

66

Il faut sortir d'un débat
purement économique et
parler de sobriété.

99



Le regard des ice makers sur la vision de *Jean-Marc Jancovici*

Les ice makers relèvent dans les idées de Jean-Marc Jancovici que s'il faut faire pression sur les acteurs politiques pour ancrer la sobriété et la décroissance dans la sphère publique, notre système démocratique est largement verrouillé par sa lenteur et par les intérêts de ceux qui la dirigent. Jean-Marc Jancovici ne donne pas

d'actions précises quant à la transformation de notre gouvernance ni de nos régimes politiques. De plus, aller vers la décroissance nécessite d'être à la hauteur des enjeux. Pourtant, les incertitudes et incompréhensions autour de la notion demeurent fortes, il manque aujourd'hui d'une définition collective de ce que l'on

souhaite faire et d'un récit qui puisse nous conduire et embarquer nos sociétés vers un futur plus désirable et sobre.

→ Les paradoxes identifiables dans son discours

Difficulté d'opérer la transition : La transition écologique demande d'aller vers une réflexion « on pourrait mieux/bien avec moins ». Or, cette réflexion est à contrecourant de nos modes de vie, en particulier dans nos sociétés occidentales. Cela pourrait générer de la frustration voire de la colère.

Conflit d'intérêts : Dans les démocraties représentatives, les dirigeants ont des intérêts individuels pouvant différer de l'intérêt général. Les conflits d'intérêts sont de nature économique (les dirigeants sont loin de la médiane, en revenus comme en capital) et politique (des décisions impopulaires sont préjudiciables à la poursuite de carrière). Les personnes qui sont aux postes les plus pertinents pour impulser les changements peuvent donc être paradoxalement les moins enclins à le faire.

Démocratie et temps court : La démocratie implique souvent des dynamiques sur des temps longs. Ici, les changements profonds sont à impulser en quelques décennies seulement. Nous devons trouver des voies démocratiques pour parvenir à définir et hiérarchiser nos besoins communs ainsi que les interdictions communes.

→ Les obstacles à la proposition

Futur désirable : Manque de récits de futurs désirables pour avoir une idée du progrès compatible pour les futurs 10 milliards d'humains.

Changement du narratif : Un obstacle évident est celui de concilier l'amélioration du bien-être et une baisse durable du pouvoir d'achat. Le narratif du bien-être associé à l'accumulation de biens matériels doit changer. Le changement de narratif est un obstacle à ne pas sous-estimer. Sans un nouveau narratif, une perte de confiance en l'avenir est à craindre, faute de lisibilité, faute de sens.

Incertitude : De nombreux progrès sociaux sont liés aux progrès techniques et à l'abondance énergétique rendue possible par les énergies fossiles. Supprimer le recours à ces énergies denses et bon marché représente une grande incertitude quant au maintien de nos niveaux de vie et à la pérennité des progrès sociaux.

Pédagogie du problème : En amont de toute autre démarche, il y a un premier obstacle à lever. C'est le partage du constat. Sans compréhension partagée par le plus grand nombre du consensus scientifique, il est peu probable que les autres obstacles soient levés.

Confiance : Un obstacle majeur est celui de la confiance mutuelle...

- À l'échelle d'un territoire et de l'État. Pourquoi ferais-je des efforts individuels pour un collectif dans lequel je ne me reconnais pas ?
- Entre les pays. Pourquoi soutenir une politique nationale ambitieuse alors que les autres pays ne joueront pas nécessairement le même jeu ? Comment avoir confiance dans des prises de décisions mondiales ? Comment dépasser le principe attentiste arguant que c'est toujours à l'autre et/ou à celui qui pollue le plus de commencer les changements ?

→ Questions soulevées

Passer à l'action : Comment enclencher l'action ?

Définir les besoins : Quels sont nos besoins communs (santé, éducation, égalité, inclusion, etc...) ?

Hiérarchiser les risques : Comment hiérarchiser les risques liés à nos opinions et aux actions qui en découlent ?

Le billet vert

→ Laurence Boone

Laurence Boone est une économiste, spécialiste en macro-économie, politique européenne et finance publique. Ancienne conseillère économique de François Hollande et actuellement cheffe économiste du département des affaires économiques de l'OCDE. En 2022, elle entre au gouvernement Borne en tant que Secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée de l'Europe.



Cliquez pour découvrir la conférence de Laurence Boone

→ Ce que l'on retient : le matériau livré

Face à la transition écologique, Laurence Boone plaide pour une décarbonation de l'économie à travers la mise en place de politiques économiques ad hoc. Il s'agit d'abord d'identifier les secteurs les plus exposés et qui présentent les enjeux les plus importants, puis de prévoir les scénarios de transition et activer des leviers de politique économique pour les accompagner.

Pour accélérer la décarbonation de l'économie, 3 instruments principaux existent : les investissements dans la recherche, le prix et la réglementation.

Contrairement à la croyance commune, ces instruments n'affectent pas ou peu l'emploi et la productivité de manière globale. Il est cependant nécessaire de distinguer les différents secteurs d'activité et régions car ils ne sont pas tous exposés de la même manière. Il peut exister des différences pour plusieurs raisons : des politiques écologiques trop faibles ou empiilées les unes sur les autres ou le coût plus ou moins supportable selon les types d'économie.

Afin d'éviter un impact négatif trop important sur l'emploi et la productivité, il s'agit d'accompagner dans la décarbonation ces secteurs et régions plus durement exposés, en mettant en place des politiques économiques de formations, de localisation des emplois etc...

Pour Laurence Boone, l'idée n'est pas de supprimer la croissance économique, puisqu'elle permet de fournir des emplois et de la richesse et est conciliable avec la décarbonation. Le progrès technique a un rôle primordial à jouer puisqu'il permet à la fois la croissance et l'innovation énergétique, nécessaire à la décarbonation. Il faut des investissements publics à la fois massifs pour les financer et flexibles pour s'adapter aux contextes et aux évolutions. La transition demande d'autant plus d'argent qu'elle doit inclure les pays en voie de développement, et nous devons à ce titre être exemplaires.

Le niveau de dette n'est pas forcément un frein pour l'investissement à partir du moment où

“

Le niveau de dette n'est pas forcément un frein pour l'investissement à partir du moment où les citoyens ont confiance dans leurs institutions.

”



Le regard des ice makers sur la vision de *Laurence Boone*

Pour les ice makers, Laurence Boone ne prône pas une transformation radicale de notre modèle de société face à l'urgence climatique mais semble, au contraire, être confiante dans la possibilité de concilier neutralité carbone avec une croissance et des technologies vertes. Elle n'aborde pas ici d'autres

facteurs comme la biodiversité, les ressources naturelles, les externalités ou même les inégalités socio-économiques. Aussi, les leviers de politique économique dont elle parle ne peuvent suffire sans un vrai changement de pensée économique, de définition du progrès ou de nos modèles de consommation.

→ Les paradoxes identifiables dans son discours

Techno-solutionnisme : Une volonté de toujours faire plus de technologies «efficaces» mais qui nécessitent des ressources, ce qui impacte la planète et la biodiversité.

Refus des concessions : Une volonté de «gagner sur tous les tableaux». La croissance du PIB reste corrélée à la croissance des pressions environnementales, il semble paradoxal de maintenir une croissance matérialiste tout en souhaitant construire une civilisation soutenable.

Externalités oubliées : Dans chaque projet, on peut identifier des externalités (positives comme négatives). Doit-on les quantifier pour les intégrer à la réflexion économique, ou au contraire, refuser la financiarisation de certains concepts (préservation du vivant, solidarité entre nations, inclusion...) pour gouverner avec des leviers de nature non-uniquement économiques et financiers ?

→ Les obstacles à la proposition

Progrès : Les progrès des uns peuvent être antinomiques à ceux des autres, par exemple avec la délocalisation des pollutions liées à l'industrie.

Individualisme : L'individualisme peut conduire à ne considérer que notre propre mode de vie et que les risques qui nous touchent directement. Cela représente des obstacles à l'échelle de l'individu, de sa société et de son espèce animale.

Pédagogie du problème : A l'amont de toute autre démarche, il y a un premier obstacle à lever. C'est le partage du constat. Sans compréhension partagée par le plus grand nombre du consensus scientifique, il est peu probable que les autres obstacles soient levés.

Inégalités : Les plus riches doivent ralentir et perdre leurs avantages de «premier», et laisser les plus précaires accéder à un niveau de développement nécessaire au bien-être minimum.

Changements profonds : La transition énergétique engendrera une transition des emplois, avec de nombreuses conséquences (notamment lieux de vie et rémunération). Cette transition contribuera donc à des changements profonds de nos modes de vie. Obstacle ou opportunité ?

→ Questions soulevées

Rôle d'EDF : Comment EDF peut faire référence ? ouvrir la voie ?

Projet de société : Comment redéfinir un cadre de valeurs sociétales, collectives, admises par tous, pour décliner des choix politiques, économiques et aussi individuels, socle pour bâtir un nouveau récit de société ? Ce cadre : ce serait la définition du progrès.

Chacun joue ses dés

→ Thomas Sterner

Thomas Sterner est un économiste suédois. Professeur à l'université de Göteborg et ancien membre du collège de France, il s'intéresse aux outils et aux conséquences des politiques environnementales. Il participe également à la rédaction du rapport du GIEC sur le climat en 2015.



Cliquez pour découvrir la conférence
de Thomas Sterner

→ Ce que l'on retient : le matériau livré

Thomas Sterner avance que **l'analyse économique de nos actions doit être faite à l'aune de leurs coûts actuels mais aussi des bénéfices retirés à l'avenir**, et cela pour en déduire un optimum. Il défend une analyse croisée entre le changement climatique, ses conséquences et les coûts économiques induits. Cela l'amène à déconstruire l'idée d'une croissance unique et propose des instruments et des politiques économiques différenciés selon les secteurs et le niveau de développement des régions. Des leviers économiques comme le prix du carbone ou le progrès technique en général ne peuvent être pensés de manière homogène et globale.

Le modèle DICE, créé par le prix Nobel William Nordhaus, cherche justement à déterminer les conséquences sur la croissance économique de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Les travaux de Thomas Sterner cherchent à améliorer ce modèle et à l'ajuster sur la base des prévisions réelles des scientifiques. Ils questionnent également la notion de croissance : l'économiste explique que chaque degré de température supplémentaire amènerait à perdre une grande quantité de points du PIB, indice classique de mesure de la croissance. On ne peut donc plus chercher une croissance à tout prix.

De plus, la croissance n'est pas uniforme. **Toutes les régions du monde n'émettent pas autant**

de carbone que la Chine ou les Etats-Unis. A contrario, l'augmentation de richesse des habitants pauvres dans les pays en voie de développement aurait peu d'impact sur le climat. De même, tous les secteurs ne polluent pas de la même manière et seuls les moins polluants ou ceux qui parviennent à développer des solutions technologiques décarbonées devraient être autorisés à croître. Nous devons opérer un changement structurel et des choix de société pour décider ensemble de ce que l'on produit et de ce que l'on consomme.

Des leviers économiques existent même s'ils comportent toujours des difficultés et des conditions pour leur mise en place. **Le prix du carbone, des climate clubs ou le progrès technique sont autant d'instruments utilisables pour**

décarboner l'économie et éviter de tomber dans la décroissance qui serait néfaste pour les emplois, les salaires, le niveau de vie etc...

Cependant, Thomas Sterner avoue ne pas savoir si une croissance soutenable pour la planète est réellement possible, les économistes ayant du mal à mesurer les risques et les incertitudes que présentent toutes les autres crises environnementales. À cela s'ajoute le fait que les principaux pays pollueurs ont du mal à intégrer ces exigences dans leurs politiques, peut-être par crainte de perte de compétitivité si les autres s'en dispensaient. Mais loin de se décourager, l'économiste plaide pour des technologies sans carbone et qui soient réellement adaptées à nos besoins.

“

Le prix du carbone, des climate clubs ou le progrès technique sont autant d'instruments utilisables pour décarboner l'économie

”



Le regard des ice makers sur la vision de *Thomas Sterner*

Pour les ice makers, l'économiste suédois pose comme condition de garantie de la préservation de la planète une transformation profonde de nos économies, de nos modes de vie ainsi qu'une gouvernance incluant des enjeux non-strictement économiques. Pourtant, il omet le sujet des externalités positives et négatives.

Il n'aborde pas non plus la question des actions à mener et celle de l'enclenchement de ces actions : il ne donne pas de pistes sur la manière dont opérer l'ensemble de ces changements ou comment rendre acceptables et désirables les contraintes qu'il faut pourtant nous imposer. Néanmoins, son intervention pose la ques-

tion de la définition, à la fois d'un cadre de valeurs et des besoins communs, comme la santé, l'éducation etc... et de l'abandon de l'idée d'un modèle de croissance homogène et unique.

→ Les paradoxes identifiables dans son discours

Externalités oubliées :

Dans chaque projet, on peut identifier des externalités (positives comme négatives). Doit-on les quantifier pour les intégrer à la réflexion économique, ou au contraire, refuser la financiarisation de certains concepts (préservation du vivant, solidarité entre nations, inclusion...) pour gouverner avec des leviers de nature non-unique-ment économiques et financiers ?

→ Les obstacles à la proposition

Inégalités : Les plus riches doivent ralentir et perdre leurs avantages de «premier», et laisser les plus précaires accéder à un niveau de développement nécessaire au bien-être minimum.

Incertitude : De nombreux progrès sociaux sont liés aux progrès techniques et à l'abondance énergétique rendue possible par les énergies fossiles. Supprimer le recours à ces énergies denses et bon marché représente une grande incertitude quant au maintien de nos niveaux de vie et à la pérennité des progrès sociaux.

Des contraintes désirables :

Pour construire une civilisation durable pour elle-même et pour le non-humain et au vu des limites planétaires, il faut accepter collectivement de s'imposer des contraintes fortes notamment en matière de redistribution dans le but de créer un projet de société désirable.

Changements profonds :

La transition énergétique engendrera une transition des emplois, avec de nombreuses conséquences (notamment lieux de vie et rémunération). Cette transition contribuera donc à des changements profonds de nos modes de vie. Obstacle ou opportunité ?

Confiance : Un obstacle majeur est celui de la confiance mutuelle...

- À l'échelle d'un territoire et de l'État. Pourquoi ferais-je des efforts individuels pour un collectif dans lequel je ne me reconnais pas ?

- Entre les pays. Pourquoi soutenir une politique nationale ambitieuse alors que les autres pays ne joueront pas nécessairement le même jeu ? Comment avoir confiance dans des prises de décisions mondiales ? Comment dépasser le principe attentiste arguant que c'est toujours à l'autre et/ou à celui qui pollue le plus de commencer les changements ?

→ Questions soulevées

Passer à l'action : Comment enclencher l'action ?

Projet de société : Comment redéfinir un cadre de valeurs sociétales, collectives, admises par tous, pour décliner des choix politiques, économiques et aussi individuels, socle pour bâtir un nouveau récit de société ? Ce cadre : ce serait la définition du progrès.

Définir les besoins : Quels sont nos besoins communs (santé, éducation, égalité, inclusion, etc...) ?

Homo «technologicus»

→ Adair Turner

Lord Adair Turner est un économiste britannique, directeur de l'Energy Transitions Commission et ancien président du Committee on Climate Change, organisme public qui intervient auprès du gouvernement et du parlement britannique.



Cliquez pour découvrir la conférence d'Adair Turner

→ Ce que l'on retient : le matériau livré

Pour faire face au dérèglement climatique, Adair Turner porte une double conviction technologique : **la nécessité et la possibilité de décarboner l'économie sur le long terme par l'électrification le plus large possible des usages.** Le passage par l'électricité verte est nécessaire dans la mesure où elle est la seule condition techniquement et économiquement envisageable pour un avenir durable.

Il est aujourd'hui possible de développer des systèmes électriques massivement renouvelables grâce aux solutions technologiques existantes. **En effet, ces technologies décarbonées prouvent leur viabilité pour l'avenir : elles sont de plus en plus accessibles, utilisent de moins en moins de ressources naturelles rares et peuvent mutuellement compenser leurs lacunes singulières comme l'intermittence du vent par exemple.** De plus, la chute de leur prix et du prix de l'électricité les rendent économiquement viables, tant pour les investisseurs que pour les consommateurs. Nous pouvons imaginer des scénarios énergétiques se passant du nucléaire, notamment du nouveau nucléaire dont le prix augmente. Cependant, dans les pays où il est présent, il serait dommage de se priver de cette électricité décarbonée.

Il existe bien sûr des différences de rythme à opérer la transition éner-

gétique : ce rythme dépend des secteurs économiques. Mais malgré cela, grâce aux engagements et à la prise de conscience collective ainsi qu'aux solutions technologiques comme l'hydrogène vert, la neutralité carbone peut être atteinte en 2050.

Cette dynamique d'un système électrique vert est une véritable révolution industrielle, avec des conséquences significativement faibles sur l'environnement au regard de celles induites par le système actuel des énergies fossiles. Cette révolution doit être accompagnée de politiques fortes pour faire appliquer ces résolutions, impulser des investissements et protéger les plus pauvres des coûts de cette révolution. Cela passe autant par de l'incitation, comme avec le prix du

carbone, que par de la réglementation, en fonction des secteurs et des besoins.

Adair Turner pointe néanmoins **la lenteur de notre système à développer et déployer massivement ces technologies face à l'accélération de la hausse des températures, ainsi que l'inefficacité des solutions technologiques actuelles s'agissant de l'alimentation et des terres agricoles.** De ce fait, et jusqu'à ce que nous soyons parvenu à résoudre ces problématiques, nous devons transformer nos modes de vie par des choix plus sobres : baisse de notre consommation de biens et services ou encore de nourriture hautement émettrice de carbone à la production (viande par exemple).

66

La nécessité et la possibilité de décarboner l'économie sur le long terme par l'électrification le plus large possible des usages

99



Le regard des ice makers sur la vision de *Lord Adair Turner*

Le cœur de la vision proposée par Adair Turner est un paradoxe pour les ice makers : faire plus de technologies et d'activités humaines mais décarbonées pour une croissance soutenable par une nouvelle révolution industrielle. Cette proposition pour concilier préservation de la planète, bien-être et développement

semble mettre l'accent sur les 2 derniers points en accentuant la pression sur le premier. S'il développe malgré tout un besoin de sobriété dans nos modes de vie, il aborde peu les pistes liées à l'habitation et au transport, les 2 secteurs les plus émetteurs de CO₂ avec l'industrie de l'énergie mais aussi l'agriculture/l'alimen-

tation, secteur pour lequel il pointe lui-même la faiblesse technologique pour la réduction des émissions.

→ Les paradoxes identifiables dans son discours

Techno-solutionnisme : Une volonté de toujours faire plus de technologies «efficaces» mais qui nécessitent des ressources, ce qui impacte la planète et la biodiversité.

Rôle des plus riches : L'urgence impose aux plus riches d'être les plus actifs dans la transition, car ils vont devoir soutenir l'effort des plus démunis, transformer leur mode de vie insoutenable pour la planète. On attend beaucoup d'eux alors que ce sont ceux qui ont le plus à perdre dans cette situation.

Refus des concessions :

Une volonté de «gagner sur tous les tableaux». La croissance du PIB reste corrélée à la croissance des pressions environnementales, il semble paradoxal de maintenir une croissance matérialiste tout en souhaitant construire une civilisation soutenable.

Externalités oubliées :

Dans chaque projet, on peut identifier des externalités (positives comme négatives). Doit-on les quantifier pour les intégrer à la réflexion économique, ou au contraire, refuser la financiarisation de certains concepts (préservation du vivant, solidarité entre nations, inclusion...) pour gouverner avec des leviers de nature non-unique-ment économiques et financiers ?

→ Les obstacles à la proposition

Biodiversité : Les moyens de production, même si «neutres en carbone» ne sont pas «sans impact» sur la biodiversité (installation au sol, artificialisation des sols, captation eau, réchauffement eau).

Inégalités : Les plus riches doivent ralentir et perdre leurs avantages de «premier», et laisser les plus précaires accéder à un niveau de développement nécessaire au bien-être minimum.

Des contraintes désirables : Pour construire une civilisation durable pour elle-même et pour le non-humain et au vu des limites planétaires, il faut accepter collectivement de s'imposer des contraintes fortes notamment en matière de redistribution dans le but de créer un projet de société désirable.

Changement du narratif : Un obstacle évident est celui de concilier l'amélioration du bien-être et une baisse durable du pouvoir d'achat. Le narratif du bien-être associé à l'accumulation de biens matériels doit changer. Le changement de narratif est un obstacle à ne pas sous-estimer. Sans un nouveau narratif, une perte de confiance en l'avenir est à craindre, faute de lisibilité, faute de sens.

→ Questions soulevées

Biodiversité et CO2 : La lutte contre le CO2 en l'état est-elle néfaste pour la biodiversité ?

Définition des termes : Que mettre derrière le terme de progrès ?

Définir les besoins : Quels sont nos besoins communs (santé, éducation, égalité, inclusion, etc...) ?

Projet de société : Comment redéfinir un cadre de valeurs sociétales, collectives, admises par tous, pour décliner des choix politiques, économiques et aussi individuels, socle pour bâtir un nouveau récit de société ? Ce cadre : ce serait la définition du progrès.

Effort des plus riches : Comment mettre en action ceux qui ont le plus à perdre ?

Changement culturel : Dans quelle mesure un changement de culture (par exemple interdiction de la publicité), ne permettrait pas de faciliter l'acceptation des transitions à venir ?

Définir les seuils : Sur chaque besoin reconnu comme étant commun, quel serait le niveau minimum (plancher social) et comment définir un niveau maximum (plafond écologique) ? Nouveau pacte social.

Moins de biens

→ Patrick Artus

Patrick Artus est un économiste, spécialiste en macro-économie et en politiques monétaires. Il est aussi directeur de la recherche et des études de Natixis et professeur à l'École d'économie de Paris.



Cliquez pour découvrir la conférence
de Patrick Artus

→ Ce que l'on retient : le matériau livré

Patrick Artus défend une vision macro-économique de **la baisse de croissance comme investissement**. Elle ne correspond pas tant à une baisse du PIB sur le long terme mais à une réduction drastique de la consommation pour permettre de financer les investissements nécessaires à la transition énergétique. La décroissance doit s'étendre sur une période d'environ vingt ans avant de pouvoir reprendre une croissance verte.

La transition écologique doit passer par une destruction progressive du capital polluant (les usines à charbon par exemple) pour bâtir un nouveau stock plus propre. Mais cette période risque de se traduire par une baisse du niveau de vie, une baisse de la production, et risque d'entraîner une perte de plusieurs points de PIB. Afin d'amortir les coûts sociaux et économiques liés à ces risques, Patrick Artus suggère d'opérer une décroissance de la consommation, notamment en favorisant l'épargne des plus aisés, afin de financer ces investissements transitifs et amortir le choc des moins aisés. Cela induit donc l'adoption de modes de vie plus sobres.

La question de l'emploi se pose, des millions d'emplois vont devoir laisser leur place à des millions d'autres, mais dans des régions, des secteurs, et avec des compétences et des salaires différents. Cette transition risque d'être rapide et

nécessite de développer la formation, le transfert de compétences, la mobilité géographique etc... afin qu'elle ne soit pas brutale.

Tous ces coûts vont devoir être amortis par l'État, notamment les investissements verts qui ont un taux de rentabilité plus faible. La puissance publique est la mieux à même de répondre à la question des inégalités et des externalités générées par cette transition. De plus, elle aura à assurer une redistribution pour couvrir les coûts sociaux sur les plus pauvres, mais aussi une réglementation de l'offre sur certains secteurs.

Néanmoins, on ne peut pas confier tous les risques à l'État, dans la mesure où ils pèsent sur le pouvoir d'achat des populations. L'incitation

par la fiscalité s'avère plus efficace sur certains pans du marché. De plus, le secteur privé doit se responsabiliser. Les entreprises et les investisseurs privés doivent accepter que la redistribution et le financement des investissements passent par une rentabilité plus faible et une taxation sur le capital pour financer la redistribution. Heureusement, il semble qu'une prise de conscience se fasse sur le secteur européen, qui privilégie de plus en plus une finance verte.

Il semble pour conclure que **la plus grande difficulté de cette transition sera sociale et pèsera fortement sur la population et notamment les plus pauvres.** Il s'agit donc de réussir à les protéger par la contribution des autres acteurs de l'économie.

“

la plus grande difficulté de cette transition sera sociale et pèsera fortement sur la population et notamment les plus pauvres.

”



Le regard des ice makers sur la vision de *Patrick Artus*

La lecture de la situation et les propositions apportées par Patrick Artus vont dans le sens d'une conciliation juste et soutenable de la préservation de la planète, du bien-être et du développement. Pour les ice makers, il y a 2 véritables enjeux dans cette proposition. Le premier est, pour les populations, d'accepter une phase

d'investissement qui consiste en une baisse très significative de la consommation de biens et de services. Cette baisse doit permettre plus d'épargne pour soutenir les investissements dont la rentabilité sera lointaine : nouveaux capitaux sobres et écologiquement neutres, nouveaux métiers et meilleure distribution des

revenus de ces capitaux. Le second enjeu est que, pour accompagner ce mouvement, les entreprises se responsabilisent en acceptant cette baisse significative de la consommation. Les conséquences sociales de ces mouvements conjoints devront être largement amorties par l'État pour les populations les plus exposées.

→ Les paradoxes identifiables dans son discours

Difficulté d'opérer la transition : La transition écologique demande d'aller vers une réflexion « on pourrait mieux/bien avec moins ». Or, cette réflexion est à contrecourant de nos modes de vies, en particulier dans nos sociétés occidentales. Cela pourrait générer de la frustration voire de la colère.

Rôle des plus riches : L'urgence impose aux plus riches d'être les plus actifs dans la transition, car ils vont devoir soutenir l'effort des plus démunis, transformer leur mode de vie insoutenable pour la planète. On attend beaucoup d'eux alors que ce sont ceux qui ont le plus à perdre dans cette situation.

Refus des concessions : Une volonté de « gagner sur tous les tableaux ». La croissance du PIB reste corrélée à la croissance des pressions environnementales, il semble paradoxal de maintenir une croissance matérialiste tout en souhaitant construire une civilisation soutenable.

Démocratie et temps court : La démocratie implique souvent des dynamiques sur des temps longs. Ici, les changements profonds sont à impulser en quelques décennies seulement. Nous devons trouver des voies démocratiques pour parvenir à définir et hiérarchiser nos besoins communs ainsi que les interdictions communes soutenable.

Conflit d'intérêts : Dans les démocraties représentatives, les dirigeants ont des intérêts individuels pouvant différer de l'intérêt général. Les conflits d'intérêts sont de nature économique (les dirigeants sont loin de la médiane, en revenus comme en capital) et politique (des décisions impopulaires sont préjudiciables à la poursuite de carrière). Les personnes qui sont aux postes les plus pertinents pour impulser les changements peuvent donc être paradoxalement les moins enclins à le faire.

→ Les obstacles à la proposition

Changements profonds : La transition énergétique engendrera une transition des emplois, avec de nombreuses conséquences (notamment lieux de vie et rémunération). Cette transition contribuera donc à des changements profonds de nos modes de vie. Obstacle ou opportunité ?

Des contraintes désirables : Pour construire une civilisation durable pour elle-même et pour le non-humain et au vu des limites planétaires, il faut accepter collectivement de s'imposer des contraintes fortes notamment en matière de redistribution dans le but de créer un projet de société désirable.

Changement du narratif : Un obstacle évident est celui de concilier l'amélioration du bien-être et une baisse durable du pouvoir d'achat. Le narratif du bien-être associé à l'accumulation de biens matériels doit changer. Le changement de narratif est un obstacle à ne pas sous-estimer. Sans un nouveau narratif, une perte de confiance en l'avenir est à craindre, faute de lisibilité, faute de sens.

Inégalités : Les plus riches doivent ralentir et perdre leurs avantages de «premier», et laisser les plus précaires accéder à un niveau de développement nécessaire au bien-être minimum.

Alignement d'intérêts contradictoires : Difficulté à aligner les intérêts individuels et collectifs à une échelle individuelle ou au niveau des nations.

→ Questions soulevées

Hiérarchiser les risques : Comment hiérarchiser les risques liés à nos opinions et aux actions qui en découlent ?

Projet de société : Comment redéfinir un cadre de valeurs sociétales, collectives, admises par tous, pour décliner des choix politiques, économiques et aussi individuels, socle pour bâtir un nouveau récit de société ? Ce cadre : ce serait la définition du progrès.

Changement culturel : Dans quelle mesure un changement de culture (par exemple interdiction de la pub), ne permettrait pas de faciliter l'acceptation des transitions à venir ?

Définir les seuils : Sur chaque besoin reconnu comme étant commun, quel serait le niveau minimum (plancher social) et comment définir un niveau maximum (plafond écologique) ? Nouveau pacte social.

Effort des plus riches : Comment mettre en action ceux qui ont le plus à perdre ?

Définir les besoins : Quels sont nos besoins communs (santé, éducation, égalité, inclusion, etc...) ?

La richesse inclusive

→ Partha Dasgupta

Sir Partha Dasgupta est un économiste indo-britannique, professeur émérite à l'université de Cambridge. Il est le fondateur de la revue *Environment and Development Economics* et coordinateur/auteur du rapport *The DASGUPTA Review* qui appelle à un rééquilibrage du lien entre la biodiversité et l'être humain.



Cliquez pour découvrir la conférence de Partha Dasgupta

→ Ce que l'on retient : le matériau livré

Sir Partha Dasgupta est un fervent défenseur de l'idée que **la nature doit être pensée comme part intégrante de l'équilibre économique, sous la forme de ce qu'il appelle le « capital naturel »**. Le fait est que la pensée économique a toujours eu du mal à intégrer la biosphère dans sa définition de la richesse ; elle est perçue comme gratuite et à disposition. Il est nécessaire d'opérer un changement de système de consommation et des institutions qui le portent.

L'économie mondiale a privilégié le capital humain, permettant ainsi d'augmenter en moyenne la richesse de la population mondiale. Mais cela s'est produit au détriment des écosystèmes, c'est-à-dire du capital naturel, qui sont pourtant au fondement même de notre capacité à nous développer. Son travail consiste à démontrer la nécessité d'une recherche de l'équilibre entre ces deux stocks de capitaux, en proposant la notion de richesse inclusive, respectueuse de la biodiversité.

Les pays pauvres sont d'ailleurs les premiers impactés par ce déséquilibre puisque leur économie dépend directement des ressources naturelles. Les populations subissent directement les externalités négatives du libre-marché, à savoir les éboulements de terrain, les incendies etc... sans pouvoir les répercuter sur les prix d'exportation, contribuant ainsi à

générer un sous-développement de leur économie, des inégalités et une destruction de la biodiversité locale.

Face à cette inégalité d'impact de la crise environnementale, Partha Dasgupta recommande **la création d'institutions transnationales capables de prélever des taxes sur l'utilisation humaine de ce capital naturel, des biens communs mondiaux tel que l'océan.** Cette taxe aurait pour objectif de financer une protection de la planète, pilotée par ces institutions. Il ne suggère pas une décroissance économique mais un changement de paradigme économique et technologique, qui doit moins viser le travail humain que la préservation

de la planète. Il manque aujourd'hui d'institutions capables d'inciter à une consommation et une production qui soit conforme au bien commun.

Les nations et les institutions actuelles manquent cruellement de vision et de courage politique. Il prend pour exemple la focalisation sur le PIB, qui est un indicateur de court terme alors que nous avons besoin de voir à long terme. D'où la promotion de nouveaux indicateurs comme la richesse inclusive.



La création d'institutions transnationales capables de prélever des taxes sur l'utilisation humaine de ce capital naturel, des biens communs mondiaux tel que l'océan.





Le regard des ice makers sur la vision de *Sir Partha Dasgupta*

Les ice makers identifient un fort danger à intégrer la nature dans l'économie au sens où sa financiarisation pourrait induire les mêmes dérives si nous ne travaillons pas en parallèle à un changement de culture et de modèle économique du bien-être et du développement. La préservation de la planète est-elle compatible avec la

notion de capital naturel ? Si l'on investit du capital naturel, est-ce pour des bénéfices en termes de préservation ? La définition collective préalable de nos plafonds écologiques et de nos planchers sociaux paraît indispensable pour que la notion de richesse inclusive et de capital naturel puisse faire sens sans conduire à accentuer

les travers de notre approche actuelle : quel capital souhaitons-nous développer ?

→ Les paradoxes identifiables dans son discours

Externalités oubliées : Dans chaque projet, on peut identifier des externalités (positives comme négatives). Doit-on les quantifier pour les intégrer à la réflexion économique, ou au contraire, refuser la financiarisation de certains concepts (préservation du vivant, solidarité entre nations, inclusion...) pour gouverner avec des leviers de nature non-unique-ment économique et financier ?

Notion de « progrès » : Son usage est-il encore pertinent lorsqu'on sait que l'ensemble des « progrès » du XXI^e siècle ont été accompagnés de dommages environnementaux qui mettent aujourd'hui en péril les civilisations humaines ?

Refus des concessions : Une volonté de « gagner sur tous les tableaux ». La croissance du PIB reste corrélée à la croissance des pressions environnementales, il semble paradoxal de maintenir une croissance matérialiste tout en souhaitant construire une civilisation soutenable.

Démocratie et temps court : La démocratie implique souvent des dynamiques sur des temps longs. Ici, les changements profonds sont à impulser en quelques décennies seulement. Nous devons trouver des voies démocratiques pour parvenir à définir et hiérarchiser nos besoins communs ainsi que les interdictions communes soutenable.

Conflit d'intérêts : Dans les démocraties représentatives, les dirigeants ont des intérêts individuels pouvant différer de l'intérêt général. Les conflits d'intérêts sont de nature économique (les dirigeants sont loin de la médiane, en revenus comme en capital) et politique (des décisions impopulaires sont préjudiciables à la poursuite de carrière). Les personnes qui sont aux postes les plus pertinents pour impulser les changements peuvent donc être paradoxalement les moins enclins à le faire.

→ Les obstacles à la proposition

Diversité des définitions :

- « bien-être » : Le bien-être est-il intrinsèquement lié à la consommation de biens matériels ?
 - « amélioration/régression des modes de vie » : est-il question des aspects matériel, intellectuel, ou spirituel ?
 - « civilisation » : sociétés occidentales, tribu amazonienne et autres, comment pondérer et parler de la civilisation ?

Changement du narratif :

Un obstacle évident est celui de concilier l'amélioration du bien-être et une baisse durable du pouvoir d'achat. Le narratif du bien-être associé à l'accumulation de biens matériels doit changer. Le changement de narratif est un obstacle à ne pas sous-estimer. Sans un nouveau narratif, une perte de confiance en l'avenir est à craindre, faute de lisibilité, faute de sens.

Des contraintes désirables :

Pour construire une civilisation durable pour elle-même et pour le non-humain et au vu des limites planétaires, il faut accepter collectivement de s'imposer des contraintes fortes notamment en matière de redistribution dans le but de créer un projet de société désirable.

Individualisme : Il peut conduire à ne considérer que notre propre mode de vie et les risques qui nous touchent directement. Cela représente des obstacles à l'échelle de l'individu, de sa société et de son espèce animale.

Modèle économique : les règles pénalisent ceux qui ne font pas de l'hyper croissance ou qui sont mieux disants.

Confiance : Un obstacle majeur est celui de la confiance mutuelle...

- À l'échelle d'un territoire et de l'État. Pourquoi ferais-je des efforts individuels pour un collectif dans lequel je ne me reconnais pas ?
 - Entre les pays. Pourquoi soutenir une politique nationale ambitieuse alors que les autres pays ne joueront pas nécessairement le même jeu ? Comment avoir confiance dans des prises de décisions mondiales ? Comment dépasser le principe attentiste argumentant que c'est toujours à l'autre et/ou à celui qui pollue le plus de commencer les changements ?

Pédagogie du problème :

A l'amont de toute autre démarche, il y a un premier obstacle à lever. C'est le partage du constat. Sans compréhension partagée par le plus grand nombre du consensus scientifique, il est peu probable que les autres obstacles soient levés.

→ Questions soulevées

Rôle d'EDF : Comment EDF peut faire référence ? Peut ouvrir la voie ?

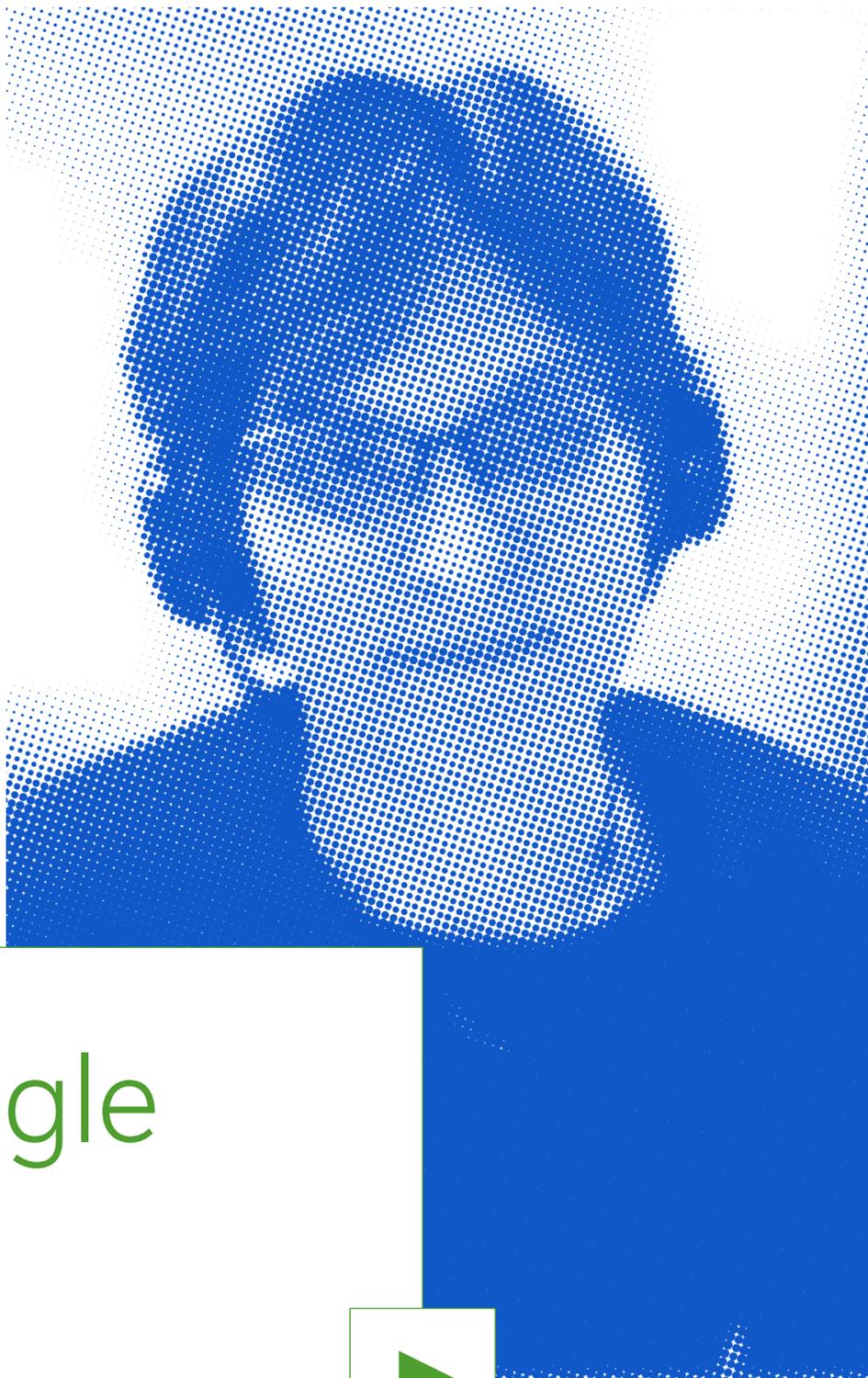
Définir les seuils : Sur chaque besoin reconnu comme étant commun, quel serait le niveau minimum (plancher social) et comment définir un niveau maximum (plafond écologique) ? Nouveau pacte social.

Projet de société : Comment redéfinir un cadre de valeurs sociétales, collectives, admises par tous, pour décliner des choix politiques, économiques et aussi individuels, socle pour bâtir un nouveau récit de société ? Ce cadre : ce serait la définition du progrès.

Passer à l'action : Comment enclencher l'action ?

Changement culturel : Dans quelle mesure un changement de culture (par exemple interdiction de la publicité), ne permettrait pas de faciliter l'acceptation des transitions à venir ?

Définir les besoins : Quels sont nos besoins communs (santé, éducation, égalité, inclusion, etc..) ?



Une règle de 3

→ Estelle Cantillon

Estelle Cantillon est une économiste spécialisée sur les questions industrielles et écologiques. Directrice de recherche au FNRS et professeure d'économie à la Solvay Brussels School of Economics and Management à l'université libre de Bruxelles, Membre de l'Académie Royale de Belgique.



Cliquez pour découvrir la conférence
d'Estelle Cantillon

→ Ce que l'on retient : le matériau livré

Estelle Cantillon soutient une approche holistique et systémique de la décarbonation et de la transition écologique. **Les activités humaines sont interconnectées les unes aux autres et il est nécessaire, si l'on veut pouvoir penser cette transition dans son ensemble, de penser de nouvelles formes d'organisation de société.**

Les émissions de CO₂ liées à chaque secteur économique tirent leur origine d'une combinaison de **trois facteurs : la production, l'intensité énergétique utilisée et l'intensité carbone liée à cette énergie.** Si l'on souhaite réduire ces émissions, il s'agit d'identifier, de manière systématique pour chaque secteur les leviers qui existent pour chacun de ces trois facteurs.

Cependant, les prévisions des évolutions technologiques et économiques sont complexes dans la mesure où l'adoption des solutions dépend d'une multitude de facteurs : économiques, comme l'effet rebond notamment, mais aussi politiques, sociaux ou philosophiques. Nous pouvons prendre l'exemple du prix du carbone qui est promu par les économistes depuis plusieurs années, mais qui se heurte à une réalité politique, sociale et même éthique, hostile à cette mesure.

Il est nécessaire d'élargir la réflexion en adoptant **une approche ho-**

listique de la transition écologique. Nos économies sont complexes et forment un système, c'est-à-dire un ensemble d'éléments reliés les uns aux autres. Si nous souhaitons faire évoluer ces éléments, nous devons nous auto-riser à penser une « table rase » et libérer l'inventivité en termes d'organisation de société. Il s'agit de rechercher des solutions transversales à l'ensemble du système, des nouvelles formes de coopération ou encore d'imaginer des formes d'économie comme l'économie circulaire ou l'économie de la fonctionnalité.

Les politiques publiques ont un rôle à jouer, sous la forme de réglementation, de redistribution ou d'urbanisme. Mais tout le monde doit pouvoir agir, par le

biais d'expérimentation locale mais aussi d'adaptation de notre mode de consommation et d'investissement, en particulier pour les plus aisés. Il y a un exercice de pédagogie à avoir sur les bénéfices retirés de ces changements, qui ne sont pas seulement des atteintes à notre confort mais qui sont des bienfaits en termes de santé mentale, physique, de lien social, de pollution sonore et d'environnement.

Enfin, cette exigence holistique tient aussi à l'intégration de toutes les différentes composantes de l'écosystème comme la biodiversité, qui ont toutes un impact important.



Les politiques publiques ont un rôle à jouer, sous la forme de réglementation, de redistribution ou d'urbanisme.





Le regard des ice makers sur la vision d'*Estelle Cantillon*

La vision holistique est clairement, pour les ice makers, un levier adapté pour aborder la conciliation de la préservation de la planète, du bien-être et du développement. Cependant, pour penser en faisant table rase des approches précédentes, la définition d'un objectif, le récit d'une histoire collective est un préalable

nécessaire. L'expérimentation locale mise en avant par Estelle Cantillon est importante. Elle doit cependant s'inscrire dans un travail collectif pour sortir des réponses en silos et réellement bâtir une réponse systémique où chaque acteur agit en fonction de son contexte et pas uniquement de ses intérêts. C'est donc bien dans la

construction d'un projet collectif et de la définition de besoins et d'enjeux communs qu'une approche holistique peut faire sens.

→ Les paradoxes identifiables dans son discours

Techno-solutionnisme : Une volonté de toujours faire plus de technologies «efficaces» mais qui nécessitent des ressources, ce qui impacte la planète et la biodiversité.

Conflit d'intérêts : Dans les démocraties représentatives, les dirigeants ont des intérêts individuels pouvant différer de l'intérêt général. Les conflits d'intérêts sont de nature économique (les dirigeants sont loin de la médiane, en revenus comme en capital) et politique (des décisions impopulaires sont préjudiciables à la poursuite de carrière). Les personnes qui sont aux postes les plus pertinents pour impulser les changements peuvent donc être paradoxalement les moins enclins à le faire.

Démocratie et temps court : La démocratie implique souvent des dynamiques sur des temps longs. Ici, les changements profonds sont à impulser en quelques décennies seulement. Nous devons trouver des voies démocratiques pour parvenir à définir et hiérarchiser nos besoins communs ainsi que les interdictions communes.

→ Les obstacles à la proposition

Biodiversité : Les moyens de production, même si «neutres en carbone» ne sont pas «sans impact» sur la biodiversité (installation au sol, artificialisation des sols, captation eau, réchauffement eau).

Alignement d'intérêts contradictoires : Difficulté à aligner les intérêts individuels et collectifs à une échelle individuelle ou au niveau des nations.

Pédagogie du problème : A l'amont de toute autre démarche, il y a un premier obstacle à lever. C'est le partage du constat. Sans compréhension partagée par le plus grand nombre du consensus scientifique, il est peu probable que les autres obstacles soient levés.

Changements profonds : La transition énergétique engendrera une transition des emplois, avec de nombreuses conséquences (notamment lieux de vie et rémunération). Cette transition contribuera donc à des changements profonds de nos modes de vie. Obstacle ou opportunité ?

→ Questions soulevées

Définir les besoins : Quels sont nos besoins communs (santé, éducation, égalité, inclusion, etc...) ?

Définir les seuils : Sur chaque besoin reconnu comme étant commun, quel serait le niveau minimum (plancher social) et comment définir un niveau maximum (plafond écologique) ? Nouveau pacte social.

Projet de société : Comment redéfinir un cadre de valeurs sociétales, collectives, admises par tous, pour décliner des choix politiques, économiques et aussi individuels, socle pour bâtir un nouveau récit de société ? Ce cadre : ce serait la définition du progrès.

Changement culturel : Dans quelle mesure un changement de culture (par exemple interdiction de la publicité), ne permettrait pas de faciliter l'acceptation des transitions à venir ?

LE REGARD DES PERSONNALITÉS INTERPELLÉES

À l'occasion de la clôture
du cycle de conférences
ECO₂ par EDF





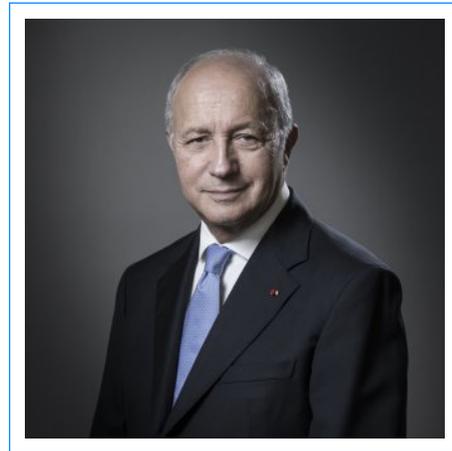


ÉCONOMIE ET POLITIQUE

*invités de la clôture du cycle de
conférences **ECO₂** par EDF*



Jean Tirole

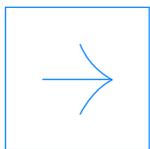


Laurent Fabius



Cliquez pour regarder la confé-
rence de clôture **ECO₂** par EDF

Le constat est clair

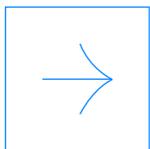


Le réchauffement climatique n'est pas un problème économique mais un problème politique et social. Il faut traiter cette question avec une approche holistique, des politiques publiques qui favorisent la transition écologique (impulsion, incitation, obligation, évaluation).

L'État doit jouer un rôle d'impulsion, d'incitation et parfois de contrainte. Il doit mettre en

place des politiques publiques fortes favorisant le développement de technologies mais également de comportements plus vertueux (consommation, choix des énergies...). Le prix du carbone est par exemple quasi-unanimement encouragé par les économistes, car c'est un instrument qui favorise ces deux dimensions.

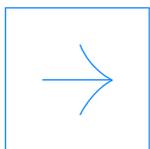
Des politiques publiques compensatrices



Ils remarquent que ces **politiques écologiques sont souvent victimes d'une mauvaise perception et d'un manque de croyance de la part des citoyens.** Pourquoi ? Pour des raisons tenant à la fois à un manque de visibilité sur les effets positifs qu'ont ces dispositifs mais aussi parce qu'il y a des perdants évidents de ces politiques (la taxe

carbone nous rappelle le mouvement des gilets jaunes). Ces politiques doivent donc inclure des mécanismes de justice sociale et adopter une approche claire et transparente.

Une coopération internationale nécessaire



Aujourd'hui, **nombre d'États et d'entreprises ne respectent pas les engagements de la COP21.** Ces sommets internationaux peuvent être critiqués mais ils ont au moins deux vertus : fixer des objectifs collectifs et obliger chaque pays du monde à se réunir pour parler d'écologie devant l'opinion publique internationale. Il faut une coordination internationale dans la mise en place de ces politiques. Sinon nous assisterions à une fuite des capitaux, à

des États se comportant en passager clandestin climatique...

La transition énergétique est un chantier considérable certes, mais, nous rappellent Jean Tirole et Laurent Fabius, **la crise due à la pandémie de Covid n'a-t-elle pas démontré que nous pouvions opérer des investissements considérables, si tant est que l'on en a la volonté politique ?**



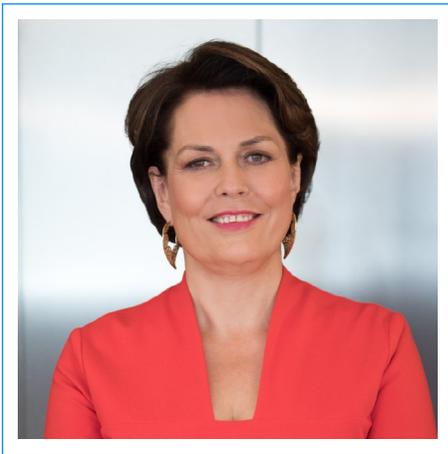
LES CAPITAINES D'INDUSTRIES

NEXITY, RENAULT & EDF

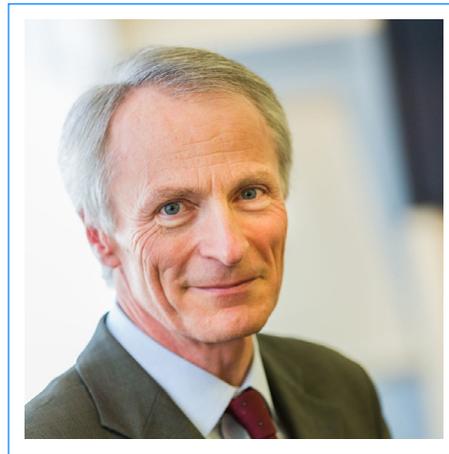
Invités de la clôture du cycle de conférences **ECO₂** par EDF



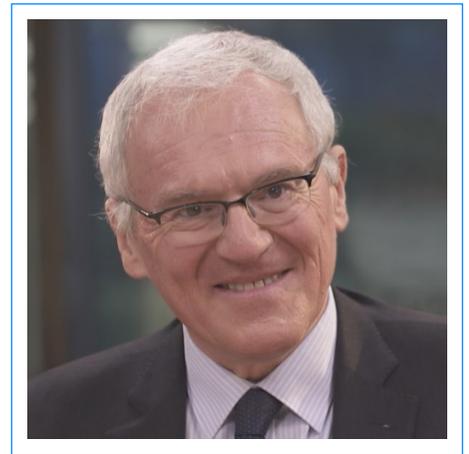
Cliquez pour regarder la conférence de clôture **ECO₂** par EDF



Véronique Bédague



Jean-Dominique Senard

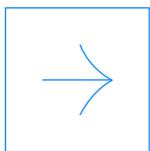


Jean-Bernard Lévy

L'INVITÉE FIL ROUGE



Cécile Renouard



Les grandes industries intègrent de plus en plus les enjeux de bas carbone et de préservation de la biodiversité dans la conduite de leurs activités.

Si elles souhaitent tenir leurs engagements et assumer leur responsabilité sociétale en matière de transition écologique, il est nécessaire pour elles d'accepter et d'opérer une rupture à plusieurs niveaux.

Il y a là un enjeu de transformation du modèle de l'entreprise. Il faut repenser les modèles économiques mais aussi l'organisation, le fonctionnement et la culture interne des entreprises. **La rupture concerne également la manière dont on pense la société.** Deux exemples : il faut basculer d'une société de surconsommation à une société de la sobriété et du modèle de la ville étendue au modèle de la ville dense.

Il est clair que les pouvoirs publics ont un rôle de réglementation à jouer, tant en matière de régulation que d'incitation, en instaurant par exemple un prix du carbone. Aussi, et parce que leur importance dans ces grandes transformations est non-négligeable, ces industries peuvent et doivent investir massivement. L'innovation, le recours au numérique, l'élaboration de partenariats inter-entreprises, la formation et la responsabilisation sont autant de leviers puissants à actionner pour arriver à être à la hauteur de ces changements.

Les entreprises sont de plus en plus engagées. Nous l'observons à travers la place grandissante que prennent les directions RSE au sein des entreprises, ainsi que dans l'articulation croissante de la Raison d'Être dans les méthodes de travail. Les entreprises doivent prendre conscience de leurs impacts, et réaliser que leurs choix ont des conséquences notamment sociales.

Enfin, les entreprises doivent jouer un rôle d'accompagnement des citoyens dans la transition écologique. Ils n'auront ainsi pas la sensation de se voir bousculer dans leur mode de vie et la vision de leur liberté. Il n'y a pas de contradiction fondamentale entre bien-être et préservation de l'environnement. Il n'est pas nécessaire d'aller vers une décroissance ou une sobriété forcée, mais il faut développer et rendre économiquement viables des modèles soutenable tels que l'économie circulaire ou les bâtiments énergétiquement autonomes.



Dire une sobriété heureuse et solidaire, c'est un monde où il fait bon vivre ensemble

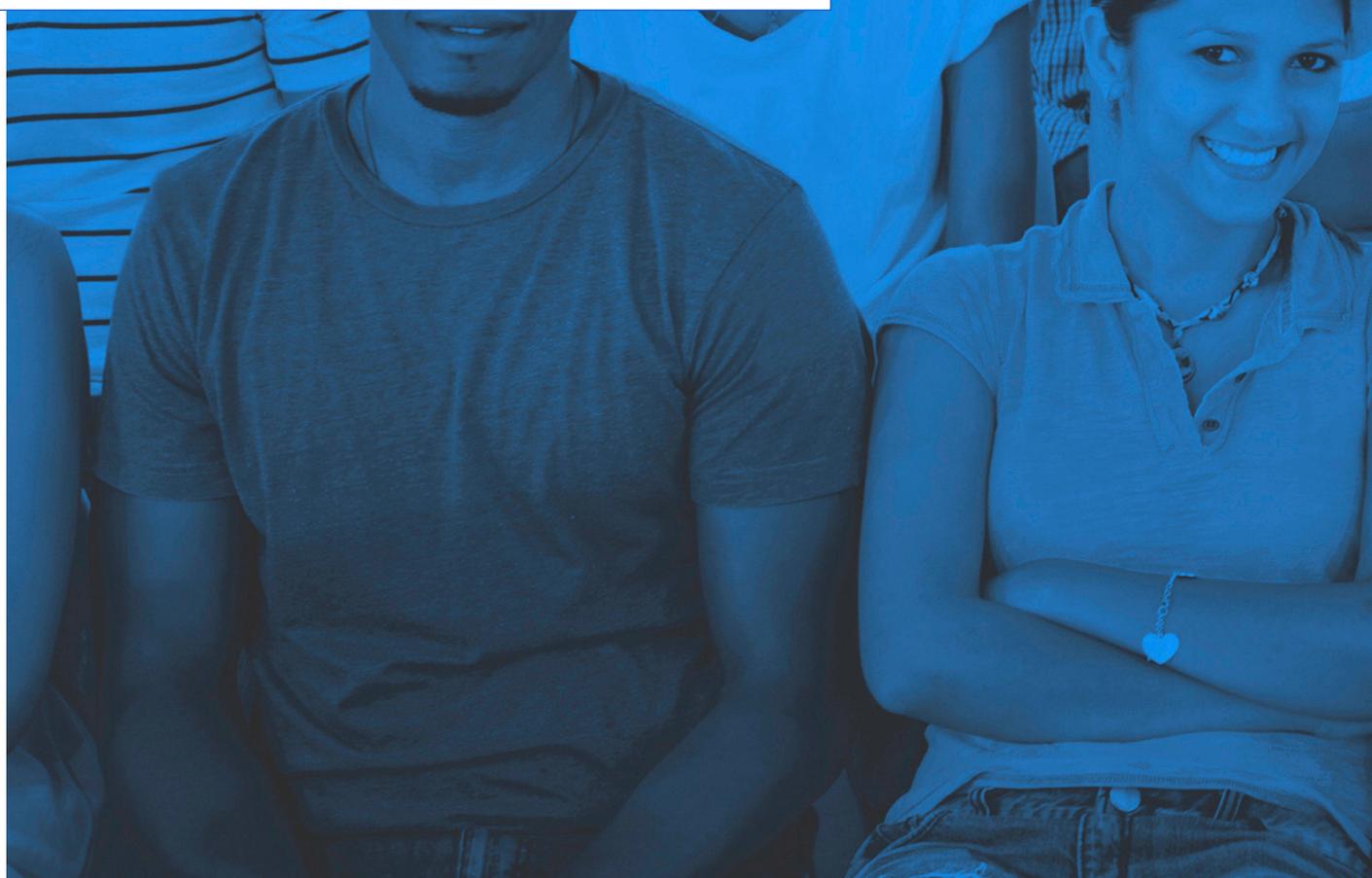


Il y a quelque chose à perdre pour pouvoir gagner ensemble.



En coulisses

RETOUR D'UNE EXPÉRIENCE





65 Ice Makers ont travaillé avec des méthodes d'intelligence collective sur ce livre blanc, s'appuyant sur la diversité de leurs compétences, leurs expériences, leurs complémentarités et leurs spécificités.



Comment
ont-ils perçu cette
aventure du cycle
ECO₂ par EDF ?



→ **Annabelle Prin-Cojan**
Directrice du cabinet Être et Avoir

Qu'est qui vous a le plus marquée dans ce cycle ?

Ce qui m'a marquée c'est la diversité et la richesse des interventions. Également le dynamisme qui a su être créé au sein du groupe des ice makers. Ce cycle montre qu'avec un processus d'intelligence collective on peut aller loin dans la connaissance et la motivation, ce qui est à mon sens le moteur de l'action.

Est-ce que ces conférences vous ont fait évoluer dans votre vision de la conciliation entre préservation de la planète, bien-être et développement ?

Ce cycle de conférences m'a confortée dans mes idées, mes expériences et ressentis. La sobriété est valable pour tout, nous avons perdu le lien avec ce qui nous entoure, avec le rythme de la nature et nous en payons maintenant le prix sur la santé humaine et celle des écosystèmes. Je suis de plus en plus convaincue par la puissance des actions au niveau local, par la coopération et le décroïsonnement, par l'importance d'inventer une nouvelle histoire commune. Mais

cela prend du temps et coûte de l'argent, pour que les investissements soient suffisants aux regards des enjeux il faut accepter que le ROI soit aussi immatériel.

Quels seraient les intervenants rêvés sur ces questions ?

Pour des regards inspirants sur le vivant, sur la nature et l'homme, je suis toujours inspirée lorsque j'écoute ou je lis Emmanuel Delanoy, Bernard Chevassus-au-Louis, Anne-Caroline Prevot et Gilles Bœuf par exemple.

3 actions ou objets dont vous êtes prête à vous passer pour la préservation de la planète ?

Je fais en sorte de diminuer mon impact sur la planète à travers mes choix de consommation : consommer mieux, moins et favoriser le réemploi et la réparabilité (alimentation, textile, électronique par exemple), à travers mes déplacements (et la compensation de mes émissions carbone via Reforest'ac-tion si je dois prendre l'avion), à travers mes loisirs : je privilégie le temps passé dans la nature à m'émerveiller les sens en éveil !

Au bout du cycle : optimiste ou pessimiste ?

Optimiste comme toujours sinon je ne ferais pas ce métier ;-) ... mais aussi en colère vis-à-vis de l'inadéquation des budgets alloués à ces sujets, du manque d'ambition politique et de la puissance des lobbies. Alors que toutes les données scientifiques vont dans le même sens : il est urgent d'agir !





→ **Pierre-Yves Gerus**
Chargé RSE et environnement EDF

Qu'est qui vous a le plus marqué dans ce cycle ?

La diversité des points de vue. Alors que je pensais que nous tendions vers une convergence des constats et actions à mener pour lutter contre le changement climatique, je me rends compte que chaque intervenant avait une vision propre parfois opposée à d'autres mais toujours très révélatrice de sa spécialité.

Est-ce que ces conférences vous ont fait évoluer dans votre vision de la conciliation entre préservation de la planète, bien-être et développement ?

L'équipe des ice makers est un collectif très engagé où les positions pour la préservation de la planète sont souvent fortes, ainsi les conférences sont parfois pour nous un peu trop modérées au niveau des actions. Cependant, elles m'ont fait évoluer et progresser sur les théories économiques et sociétales, en cela c'est une brique de plus dans ma construction personnelle.

Quels seraient les intervenants rêvés sur ces questions ?

Des acteurs de la biodiversité (eau, forêts, agriculture). Je pense très important de se confronter à une réalité plurielle sur les pratiques quotidiennes de la terre. Des acteurs publics au niveau local pour également challenger une posture théorique et concrète des changements sociaux à réaliser.

3 actions ou objets dont vous êtes prêt à vous passer pour la préservation de la planète ?

- Une voiture individuelle, je pense qu'on peut réussir à mettre en place un autopartage fort permettant de s'en affranchir dans la majeure partie des cas.
- Prendre l'avion et envisager des congés plus longs pour prendre des transports plus doux.
- Mes gadgets connectés qui ne m'apportent pas un confort à la hauteur du coût !

Au bout du cycle : optimiste ou pessimiste ?

Sans originalité : « Je suis pessimiste avec l'intelligence, mais optimiste par la volonté », Antonio Gramsci. On doit continuer d'agir, pour nous et les générations futures. J'ai la chance d'être aujourd'hui dans une entreprise qui me permet de me sentir acteur et d'être dans des collectifs qui impulsent une dynamique : en cela, on va dans le bon sens !



66



→ **Margot Houtekier**
Ingénierie nucléaire EDF

Qu'est qui vous a le plus marquée dans ce cycle ?

On a tendance à penser que «le spécialiste, c'est l'autre». Mais en toute modestie pour notre équipe, en entendant certains conférenciers et les commentaires de notre groupe en parallèle, j'ai constaté que nous avons élevé notre compréhension collective à un excellent niveau. Chose étonnante : notre méconnaissance initiale nous a amené à creuser des domaines variés autour du sujet cœur de l'environnement, comme les aspects sociaux ... ce qui n'était pas le cas de nos conférenciers «spécialistes».

Est-ce que ces conférences vous ont fait évoluer dans votre vision de la conciliation entre préservation de la planète, bien-être et développement ?

Sur le fond technique, j'ai peu appris. Sur le fond financier, j'ai vu beaucoup de conférenciers centrés sur leur domaine, oubliant soit la planète, soit le bien-être. J'ai beaucoup appris sur le champ sémantique : les mots et le sens qu'on leur attribue sont d'une impor-

tance capitale. Les gens craignent des termes qu'ils ne maîtrisent pas (décroissance) ou attribuent le sens qu'ils veulent à d'autres (bien-être). Pour avancer, il faut déjà parler la même langue et c'est un vrai défi !

Quels seraient les intervenants rêvés sur ces questions ?

J'ai beaucoup appris avec Dominique Bourg, qui n'est pas un scientifique. Notre collectif possède déjà une culture très vaste sur ces sujets pour quasiment s'auto-alimenter (oui, c'est présomptueux, je l'assume). Je pense qu'il faut des conférences qui ouvrent de nouveaux possibles, de nouvelles voies ou manières de penser les mots qu'on utilise. Je n'ai pas de conférencier particulier en tête, mais des artistes, des philosophes, qui étudient le bien-être et imaginent des futurs possibles.

3 actions ou objets dont vous êtes prête à vous passer pour la préservation de la planète ?

Je suis prête à me passer de cette vision consumériste de la vie (l'AVOIR détruit l'ETRE), de ma vision de compétition entre les

individus à chaque étape de la vie (école, travail, sport, ...), et de cette vision humano-centrée qui semble faire de l'Homme une chose qui est seule l'égale de Dieu (lui permettant de POSSEDER son environnement à sa guise).

Au bout du cycle : optimiste ou pessimiste ?

Normalement, se mettre dans l'action permet de regagner du bien-être face à une douleur morale. Ici, c'est l'inverse : la mise en action nous fait davantage comprendre la gravité de la situation. Mais je retiens 2 points clés de ce cycle : «je ne suis pas seule» et «ensemble, nous pouvons être forts».

99



→ **Benjamin Bouchout**
Ingénierie hydraulique EDF

Qu'est qui vous a le plus marqué dans ce cycle ?

Ce qui m'a marqué, c'est l'écart entre constats scientifiques et discours dominant des économistes et dirigeants. La majorité des prises de parole affichent encore des théories qui reposent sur la croissance éternelle du PIB. Et ce malgré les (très) nombreuses publications scientifiques, notamment du GIEC (3ème volet du 6ème rapport de synthèse) et de l'agence européenne de l'environnement («decoupling debunked»). Gouverner (entreprises ou pays) c'est prévoir (le changement de modèle), non ?

Est-ce que ces conférences vous ont fait évoluer dans votre vision de la conciliation entre préservation de la planète, bien-être et développement ?

Pas tant, non. J'ai affiné ma compréhension. Surtout sur les questions économiques (pourtant essentielles, éminemment politiques et nous concernant toutes et tous). Ces 8 conférences et nos échanges entre ice makers m'ont surtout conforté dans l'idée que l'innovation sera sociale et non

technologique. Trouver ensemble comment avoir envie d'aller vers un meilleur partage des richesses et des contraintes, dans une sobriété heureuse. Et y aller ! Dès maintenant et avec les bons ordres de grandeur.

Quels seraient les intervenants rêvés sur ces questions ?

J'ai 3 thèmes en tête :

- Biais cognitifs expliquant l'écart entre compréhension des crises et inaction collective (Thibaud Griesinger).
- Décroissance planifiée ou récession subie (Timothée Parrique).
- Mythes et réalités des dettes, réformes économiques en cours ou à venir (Jézabel Couppey-Soubeyran).

3 actions ou objets dont vous êtes prêt à vous passer pour la préservation de la planète ?

J'évite l'avion (facile, avec des enfants en bas âge) et la viande (arrêter n'est pas encore mon objectif). Je limite mes achats numériques. J'aimerais pouvoir me passer de voiture, mais j'en suis (très) loin. Mes contradictions personnelles m'encouragent à jouer collectif.

Sur cette question de la mobilité comme sur d'autres, il nous faut des infrastructures. Il nous faut un plan. Et de l'envie !

Au bout du cycle : optimiste ou pessimiste ?

Optimiste en voyant notre liberté de parole. La croissance verte, impliquant découplage total entre croissance du PIB et croissance des pressions environnementales, n'existe pas. Cette vérité n'est plus taboue.

Pessimiste en voyant le technosolutionisme de certain.e.s, souvent les plus à même d'agir.



“



→ **Myriam Paire-Valmy**
*Attachée de la Direction Marchés
 et Transformation EDF*

Qu'est qui vous a le plus marquée dans ce cycle ?

J'ai pris conscience du besoin d'un changement radical et rapide. J'ai été marquée par les propos de Patrick Artus, disant « il va falloir consommer moins » et « être frugaux », pour avoir les moyens d'investir dans la transition. Il parlait même d'une économie « post guerre » ! Je ne m'attendais pas à entendre des propos aussi forts chez un économiste « classique ». J'ai aussi été marquée par la difficulté à décrire à quoi ressembleraient des sociétés qui respectent les limites planétaires.

Est-ce que ces conférences vous ont fait évoluer dans votre vision de la conciliation entre préservation de la planète, bien-être et développement ?

Cela m'a permis d'approfondir certains aspects ! D'abord, il faut penser la transition énergétique comme un changement de société : la technique a sa place, mais il faut aussi parler emploi ou justice sociale. Ensuite, il n'y a pas que le

CO2 ! La préservation de la planète c'est aussi la biodiversité, la pollution ou l'eau. J'ai hâte d'une saison 2 du cycle pour partager des futurs désirables à différentes échelles : l'individu, l'entreprise, la collectivité locale, l'état.

Quels seraient les intervenants rêvés sur ces questions ?

Mon casting ? Kate Raworth expliquant la théorie du Donut, Timothée Parrique décrivant la décroissance comme projet de société désirable, Matthieu Auzanneau présentant le plan de transformation du shift project, et enfin Abdenmour Bidar nous parlant des liens nécessaires pour réparer le monde.

3 actions ou objets dont vous êtes prête à vous passer pour la préservation de la planète ?

J'ai beaucoup évolué ces dernières années, et me sens parfois en décalage avec mon entourage. Mes pistes de progrès : le neuf, la viande, et les voyages ! J'achète très souvent d'occasion, mais

pourrais aller plus loin. J'ai réduit la viande et je souhaite devenir végétarienne. Je veux continuer de transformer mes vacances en remettant le trajet au cœur du voyage pour éviter l'avion !

Au bout du cycle : optimiste ou pessimiste ?

Partagée ! Je suis optimiste de voir la sensibilisation progresser, mon entreprise organiser ce cycle ou déployer la Fresque du climat, les réseaux écolo de salariés se développer, mais reste angoissée face à l'urgence climatique. Alors j'agis à mon niveau, c'est mon remède contre l'éco-anxiété !

”

“



→ **Alexis Treilhaes**
*Président fondateur de Green Insiders,
 ancien Analyste cycle de vie Michelin*

Qu'est qui vous a le plus marqué dans ce cycle ?

Deux choses :

- Le fait que la plupart des économistes interrogés (mais pas tous) aient déroulé leur argumentaire sur la base de « je pense que... ».
- L'ampleur des enjeux qui nous attendent ne requiert-elle pas mieux qu'un pari (le fait que la croissance verte soit possible) ?
- Le fait que, malgré une relative homogénéité dans les points de vue, nous ayons eu un nombre important de désaccords sur notre positionnement vis-à-vis des affirmations des conférenciers

Est-ce que ces conférences vous ont fait évoluer dans votre vision de la conciliation entre préservation de la planète, bien-être et développement ?

Je ressors de ces conférences sans avoir l'impression qu'une façon claire de concilier ces trois objectifs ait émergé. En revanche, j'ai trouvé certaines notions intéres-

santes dans des moyens de favoriser cet équilibre dans les règles du jeu actuelles (notamment la destruction de capital non amorti par Patrick Artus et le recours à un «prix pour la nature» par Partha Dasgupta)

Quels seraient les intervenants rêvés sur ces questions ?

Des économistes ayant une vision alternative des modèles de transition : Gaël Giraud, Kate Raworth ou encore Tim Jackson

3 actions ou objets dont vous êtes prêt à vous passer pour la préservation de la planète ?

Gagner moins d'argent pour consommer moins, vendre une de nos deux voitures, renoncer à un confort thermique «standard» de 19°C (mais c'est déjà fait)

Au bout du cycle : optimiste ou pessimiste ?

Un mélange des deux. Mais curieux de la suite et plus motivé que jamais pour faire advenir un monde plus durable.

”

LE POINT DE VUE D'EDF





”



Alexandre Perra

Directeur exécutif du groupe EDF, Innovation, Responsabilité d'Entreprise et Stratégie



Au sein de l'entreprise EDF avez-vous vu des évolutions de comportement et de nature plus commerciale dans le droit fil de votre raison d'être visant à concilier préservation de la planète, bien-être et développement ?

Lorsqu'en 2020 EDF adopte une raison d'être et l'intègre dans ses statuts, c'est une manière d'exprimer l'alignement de l'entreprise dans ses principes, sa stratégie et l'action de nos équipes au quotidien.

Concrètement, depuis deux ans, nous nous sommes dotés d'une nouvelle trajectoire de réduction d'émissions de CO₂ en ligne avec les Accords de Paris. La raison d'être est venue également stimuler notre stratégie CAP 2030 dont l'ambition a été renforcée en 2021 et qui est aujourd'hui ce qui rend

crédible notre promesse faite à la société et aux générations futures. Enfin, la raison d'être a été l'occasion de refondre nos engagements RSE et plus globalement, de nourrir la culture de l'entreprise avec les équipes : je pense à une série d'initiatives portées par nos salariés, comme la fresque du climat, ou encore le cycle des « Conférences ECO₂ par EDF », au cours duquel nous avons pu débattre de notions comme celle de la sobriété, sans tabou ni posture.

Quand on est en charge de l'innovation, de la RSE et de la stratégie, comment on concilie tout cela ?

Tout simplement en étant cohérent ! C'est-à-dire en faisant travailler tous ces domaines les uns au service des autres. Il n'y a de politique RSE crédible qu'assise sur une stratégie pleinement déployée. Et pour se déployer pleinement et atteindre ses objectifs, notre stratégie doit pouvoir s'appuyer sur une innovation vivace et sur des chercheuses et chercheurs pleinement engagés au service de la raison d'être. Cette boucle est vertueuse et tellement puissante !

Construire un avenir neutre en CO₂ implique de résoudre des questions complexes qui nécessitent cette approche intégrée combinant innovation, RSE et stratégie. Prenons un exemple concret : atteindre le zéro carbone en 2050, cela veut dire se passer des énergies fossiles et donc de convertir des usages aujourd'hui fossiles à l'électricité. Cela suppose des

innovations dans tous les domaines de l'économie : bâtiment, mobilité, production industrielle, agriculture, loisirs !

Pour y parvenir, nous avons décidé d'explorer dès 2018 la piste de l'hydrogène, d'abord sur la base de nos études en R&D puis en investissant dans une startup détentrice d'une technologie clé sur ce marché : l'électrolyseur. Depuis, nous avons fait émerger de nouveaux business model, notamment autour des transports collectifs et des transports longue distance pour l'aviation et le transport maritime. Tout cela est aujourd'hui porté par le 5e grand plan industriel que nous avons lancé en avril 2021 : le Plan hydrogène, qui doit faire d'EDF un grand acteur de la production d'hydrogène 100% décarboné.

Cet exemple illustre bien notre approche, qui consiste à aligner en permanence et sur tous les sujets en lien avec la transition énergétique, le sens, la stratégie et l'innovation.

Optimiste ou pessimiste sur l'évolution de la planète ?

Il y a beaucoup de raisons d'être inquiets et de douter. Il y a des matins difficiles où l'on peut regretter le manque de bon sens et la capacité à penser le long terme. Mais ce qui me rend optimiste c'est l'intelligence humaine à laquelle je crois beaucoup. La capacité d'un collectif de femmes et d'hommes à trouver des solutions et à les déployer. Nos sociétés sont rési-

lientes face à la crise sanitaire, qui était perçue comme une menace présente.

D'où l'importance d'amener nos sociétés à se pencher sérieusement sur la question du réchauffement climatique, sur ses conséquences mais aussi sur ses remèdes. Il faut sans cesse partager le savoir et inviter à l'engagement. Ce sont des moteurs très puissants du changement. La notion de sobriété, qui a pu être très clivante, s'impose peu à peu dans le débat public et dans les esprits. Le rôle d'EDF, c'est précisément d'accélérer cette transformation en donnant les moyens d'atteindre nos objectifs communs.



”

Carine de Boissezon

Directrice de la direction Impact chez EDF



Comment percevez-vous le débat sur préservation de la planète, bien-être et développement en France ? Et à l'étranger ?

On parle beaucoup de l'urgence d'agir. Cela s'applique ici ! L'heure n'est pas à débattre ou à opposer de façon binaire préservation de l'environnement d'un côté, et de l'autre, croissance, développement. C'est un tout ! Pour EDF, cette cohérence globale nous a amenés à définir 16 Engagements de Responsabilité Sociétale d'Entreprise. La Raison d'être d'EDF repose précisément sur 4 enjeux clés qui, déployés ensemble, visent à s'assurer que l'action du Groupe dans la transition énergétique puisse s'effectuer de manière juste et inclusive. Par nos actions en matière climatique et pour la préservation des ressources de la planète, par notre attention au bien-être de tous et à la promotion des solidarités, ainsi que le développement que nous voulons

responsable pour les populations. Nos Engagements n'ont aucune hiérarchie concurrentielle et représentent la colonne vertébrale de ce qui guide nos choix d'investissements, en France comme à l'étranger. Et un projet qui fonctionne, c'est un projet qui allie concertation et droits humains et dont on peut mesurer les impacts dans le temps.

Vous parlez d'impact... Une notion qui monte ?

Sans être une révolution, cette évolution est le fruit d'une réflexion initiée il y a plusieurs mois déjà, face au constat fait par beaucoup de nos parties prenantes que le développement durable ou la croissance verte étaient devenus synonyme d'inaction ou de soupçon de greenwashing. Nous avons été l'une des premières grandes entreprises à publier nos données RSE sur la plateforme Impact du ministère de l'Économie et des Finances. Nous avons remporté le prix Impact pour nos émissions sociales hybrides, et nous avons été pionniers en étant la première grande entreprise à publier son score d'impact selon la méthodologie indépendante du Mouvement Impact France qui rassemble des startups, des entreprises de l'économie sociale et solidaire et de plus en plus de grands groupes. Nous ne sommes pas leaders partout, nous avons des impacts négatifs, nous les assumons, les mesurons et travaillons à les réduire.

Optimiste ou pessimiste sur l'évolution de la planète ?

Churchill disait que « le pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité et l'optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté ». Je préfère la seconde option ! Avec un mantra en prime : faire de notre Raison d'être une raison de faire. Depuis plus de deux ans, j'ai la chance d'être entourée par des Collectifs, dont la porosité entre l'interne et l'externe me rend optimiste. Des collectifs d'étudiants comme celui Pour un réveil Écologique en France, de salariés comme ceux du Rhizome, le réseau écologique qui rassemble plus de 1000 salariés du Groupe, et qui s'associe à ceux d'autres entreprises qui ont mesuré l'immensité de la tâche et qui savent que l'on aura besoin de tous se responsabiliser pour être chacune et chacun au rendez-vous d'une planète avec 9 milliards d'êtres humains qui vivent dignement en 2050. Parmi eux, mes enfants, qui auront alors respectivement 45, 43, 41 et 38 ans. C'est notamment pour eux que ce combat devient ma raison d'être. Pour que jamais je n'aie à regarder derrière moi en me cherchant des excuses.



Les Ice Makers

1 COLLECTIF,
65 VISAGES







**Adrien
Gros**



**Agnès
Catoire**



**Alexandre
Michon**



**Alexis
Treilhes**



**Annabelle
Prin-Cojan**



**Antoine
Roux**



**Arthur
Arrighi de Casanova**



**Aude
Vinzerich**



**Audrey
Dufils-Fertiles**



**Aurélien
Bigo**



**Aymeric
Marmorat**



**Benjamin
Bouchout**



**Bertille
Le Dizes**



**Birgit
Fratzke-Weiss**



**Cécile
Bon**



**Cédric
Petit**



**Céline
Roussel**



**Charles-Adrien
Louis**



**Clément
Pairot**



**Damien
Bildaut**



**Damien
Vouzellaud**



**Eva
Comble**



**François
Dassa**



**Frédéric
de Dinechin**



**Frédéric
Deschamps**



**Gilles
Mitteau**



**Hervé
Joachim**



**Idriss
Ismael**



**Isabelle
Jalmain**



**Ivan
Debay**



**Jérôme
Bicail**



**Kako
Nait Ali**



**Karine
Perche**



**Mael
Thomas**



**Maelle
Le Guével**



**Margot
Houtekier**



**Marialya
Bestougeff**



**Marie
Mondain**



**Mathieu
Tusseau**



**Matthieu
Dardaillon**



**Muriel
Pivard**



**Myriam
Comoy**



**Myriam
Paire-Valmy**



**Nadine
Breneur**



**Nathalie
Natta**



**Nicolas
Loubet**



**Olaf
Maxant**



**Olivier
Desbiey**



**Patrick
Durey**



**Pauline
Jouy**



**Philippe
Méchet**



**Pierre-Olivier
Chacun**



**Pierre-Yves
Gueris**



**Quentin
Bordet**



**Renaud
Crassous**



**Rodolphe
Meyer**



**Sophie
Brun**



**Sophie
Sabos**



**Stéphane
Dupré-Latour**



**Sylvain
Boucherand**



**Sylvain
Vanston**



**Théo
Miloche**



**Tiphaine
Boulangé**



**Tony
Colosio**



**Valéry
Martin**



**Yasmina
Kerrouzi**



Parlons

Énergies

